

# PROGRAMME JOURNEES DE L'ECONOMIE

Attention :

Programme en cours de réalisation, ce document est actualisé régulièrement

## Seance d'ouverture 2021

Président : **Pascal Le Merrer**

Directeur Général des Journées de l'économie

**Emeline Baume**

1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique

**Andrea Joss**

Membre du Directoire de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes

**Pierre Olivier**

Conseiller régional Auvergne Rhône-Alpes

**Giulia Sestieri**

Adjointe au chef du service de politique monétaire de la Banque de France

**Présentation :**

**Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 10h00 - 11h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## Un chemin vers un monde plus résilient ?

**Patrick Artus**

Conseiller économique de Natixis

**Emeline Baume**

1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique

**Laurent Berger**

Secrétaire national de la CFDT

**Laurence Boone**

Chef économiste et Chef du Département des affaires économiques de l'OCDE

**Daniel Cohen**

Président de l'Ecole d'Économie de Paris

**Georges Képénékian**

Médecin, Président de l'Institut Santé et Territoires

**Katheline Schubert**

Professeur d'économie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Modérateur : Marie Viennot**

France Culture

**Présentation :**

La crise de la Covid a testé la résilience de nombreuses personnes et organisations. Les individus ont dû s'adapter à de nouvelles conditions de travail, à la disparition de relations sociales ; les jeunes à des méthodes d'enseignement nouvelles, à la raréfaction des offres d'emplois.

Les entreprises ont dû résister à la chute de leur chiffre d'affaires, à l'incertitude sur la date de normalisation de leur activité.

Les systèmes de santé ont dû être capables d'accueillir brutalement un afflux de malades ; la recherche médicale de basculer vers le traitement d'une nouvelle maladie.

Les Etats ont été confrontés à la chute de leur PIB, aux menaces de pertes d'emplois et de faillites, à la hausse de la pauvreté.

L'Europe au risque de stratégies individuelles des Etats membres.

Un point important est que la résilience a nécessité souvent l'abandon dans l'urgence des règles antérieures, l'acceptation de procédures complètement nouvelles.

Ainsi, les entreprises et les universités se sont organisées complètement différemment (télétravail, visioconférences) ; les Etats et les banques ont très rapidement prêté de manière massive pour éviter les faillites ; les hôpitaux ont changé leur organisation ; le financement de la recherche (vaccins...) a été fortement accru ; les Etats ont mis en place des déficits publics massifs et les Banques Centrales ont monétisé ces déficits ; le soutien aux personnes et aux entreprises les plus fragiles a été massif ; les ménages ont basculé vers la consommation en ligne...

La capacité à résister au choc a ainsi conduit à l'abandon de ce qui semblait nécessaire auparavant et à l'utilisation de ce qui semblait impossible, dans certains cas peut-être de manière irréversible (normes budgétaires, création monétaire, aide aux plus pauvres, organisation des systèmes de santé, endettement, pratique de travail et de consommation). Il reste à réfléchir à ce qui manque encore pour rendre les sociétés et les économies plus résilientes : meilleurs ciblage des aides publiques, amélioration de l'efficacité de l'appareil d'Etat, capacité accrue des systèmes de formation professionnelle et de reconversion avec la déformation de la structure sectorielle des économies, etc.

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 11h00 - 13h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

## **Atelier Citéco (manifestation off)**

### **Ghislain Lauerjat**

Responsable délégué du Pôle de développement des publics, Cité de l'Économie

### **Présentation :**

Cet atelier consiste en la présentation et la pratique des mallettes pédagogiques développées par Citéco.

Premier musée d'Europe consacré à l'économie, la Cité de l'Économie revendique sa mission éducative. Dans un cadre inattendu – un hôtel particulier néo-Renaissance en plein cœur de Paris, la muséographie interactive et l'offre culturelle de Citéco s'adressent à tous les publics.

Partant du constat que l'économie est une discipline difficile d'accès, il s'agit de permettre à toutes et tous d'en découvrir les concepts et mécanismes.

Les mises en situation des jeux individuels et l'attractivité des jeux collectifs sont les clefs de voûte de Citéco. Dans le cadre de cet atelier, Citéco présente sa dernière mallette ludo-éducative « L'économie autrement » développée en 2021 et propose aux participants de tester les quatre jeux.

Jeu 1 : Dépense/Production/Répartition : le circuit économique

Objectif pédagogique : Cette première séquence aborde le circuit économique et les relations entre les ménages et les entreprises. Le circuit économique illustre les notions de recettes et de dépenses. Au travers d'un atelier de gestion budgétaire, les participants comprendront l'interdépendance entre la production, la consommation et la répartition des richesses.

Le budget des ménages

- Objectif : L'objectif de ce jeu est d'aborder la gestion financière des ménages

ainsi que celles des entreprises et de comprendre les liens entre consommation et production.

- But du jeu : Dans ce jeu de rôle, chacun incarnera un profil et devra gérer son budget quotidien. Entre les charges obligatoires et les revenus mensuels, le but est d'apprendre à équilibrer son budget entre ses recettes et ses dépenses.

Jeu 2 : L'offre et la demande : à l'assaut des marchés !

Objectif pédagogique : Cet atelier aborde le fonctionnement des marchés et revient sur les échanges marchands. Les marchés sont des lieux de rencontre (physiques ou pas) entre l'offre et la demande. Le consommateur et le producteur de la première séquence deviennent respectivement la demande et l'offre. Le marché est le système considéré par les économistes comme étant le moins imparfait pour faire correspondre l'offre et la demande. De cette rencontre résulte un prix. Comment les deux parties s'organisent et agissent sur un marché ?

Le jeu du marché

- Objectif : Cet atelier permet d'examiner les comportements des agents sur un marché. Nous sommes sur le marché de la basket ! En analysant certaines situations abordées lors de la partie, cela permet de reprendre les notions déjà évoquées. L'objectif est aussi d'analyser l'importance des stratégies des offreurs comme le marketing, la baisse des coûts ou l'innovation. C'est aussi un prétexte pour aborder l'importance d'une étude de marché afin de pouvoir répondre pleinement aux besoins des consommateurs, ainsi que la concurrence.
- But du jeu : Pour ce jeu, chacun joue individuellement. La moitié du groupe compose les vendeurs et l'autre moitié les acheteurs. Sur ce marché de la basket, offreurs et demandeurs vont se rencontrer et essayer de vendre ou d'acheter le produit au prix le plus intéressant pour eux. En utilisant la meilleure stratégie, les joueurs vont devoir négocier entre eux pour atteindre leurs objectifs respectifs et ainsi obtenir le plus gros gain.

Jeu 3 : Le rôle de l'État

Objectif pédagogique : En abordant la redistribution, il s'agit d'introduire un troisième acteur : L'État (les administrations publiques), les services publics et la notion de cohésion sociale par les prélèvements obligatoires.

Le rôle de l'État

- Objectif : Prendre conscience du fonctionnement du budget de l'État et comprendre sa répartition dans un espace géographique donné (Exemple utilisé ici : dans une ville). Connaître les structures qui dépendent entièrement des financements de l'État, celles qui dépendent de financements privés et celles qui dépendent en partie de l'État.
- But du jeu : Il s'agit d'un jeu en confrontation, de rapidité et d'exactitude. Par équipe, les joueurs vont devoir dire si le service est pris en charge par l'État. Trois réponses sont possibles : Oui/Non/En partie. Le groupe vainqueur est celui qui aura le plus de bonnes réponses

Jeu 4 : Les finalités de l'entreprise

Objectif pédagogique : Ce dernier atelier aborde le financement et les finalités de l'entreprise. Si l'entreprise doit générer du chiffre d'affaires et dégager des bénéfices pour survivre, elle se situe aussi au cœur de la création de richesse via la valeur ajoutée témoignant de son positionnement central. Aujourd'hui de plus en plus d'entreprises cherchent à se démarquer de la simple recherche du profit pour se positionner également dans une démarche sociale et/ou environnementale.

Ma petite entreprise

- Objectif : Faire découvrir le secteur de l'entreprise de façon élargie, ainsi que ses liens avec les acteurs économiques, les banques, les ménages et l'État. Le but est aussi d'aborder le financement et les finalités de l'entreprise qui sont multiples. Au-delà du simple fait de « gagner sa vie », de faire des bénéfices en cherchant à augmenter son chiffre d'affaires, l'entreprise peut également se positionner dans des démarches sociale et/ou environnementale. Comprendre que l'entreprise doit se financer, soit par elle-même (autofinancement), soit en demandant un crédit auprès d'une banque (financement indirect), soit en sollicitant les marchés financiers (financement direct), ou encore en se tournant directement vers les particuliers grâce à des outils comme le financement participatif (financement direct).
- But du jeu : Monter une entreprise durable avec un bilan financier positif et un bilan RSE suffisant. Pour gagner, il suffit d'être le meilleur dans sa catégorie d'entreprise (classique ou RSE) et être au minimum à 5 sur son bilan financier et son bilan RSE.

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 13h00 - 14h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## Réinventer la politique économique après la crise COVID

**Daniel Cohen**

Président de l'Ecole d'Economie de Paris

**François Villeroy de Galhau**

Gouverneur de la Banque de France et membre du Conseil des Gouverneurs de la BCE

**Modérateur : Marie Dancer**

La Croix

**Présentation :**

Les priorités économiques et sociales ne sont déjà plus les mêmes qu'au XXème siècle. La réaction des Etats à la crise sanitaire de la COVID-19 a, dans tous les pays avancés, été d'une ampleur inconnue par le passé dans des circonstances comparables. A cet égard, le rôle de la politique économique s'est totalement transformé. Par ailleurs, les enjeux climatiques sont maintenant devenus une dimension centrale de la politique économique, et ces enjeux d'une grande urgence sont par nature internationaux. Un autre domaine d'évolution concerne le marché du travail. Les confinements successifs ont accéléré la numérisation de nos économies et accéléré la généralisation de nouveaux modes de travail (télétravail, digital...). Ce bouleversement concerne à la fois le monde du travail mais aussi les modes de vie de chacun, et il se produit à une vitesse rarement connue lors de précédentes révolutions technologiques. Autre changement, l'endettement public mais aussi privé atteint dans de nombreux pays dont le nôtre des niveaux très élevés, fortement augmentés par l'intervention publique durant la crise COVID, et la question du désendettement sera aussi l'un des filtres au travers duquel les politiques économiques devront pour longtemps être évaluées.

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 14h00 - 14h45

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

## Atelier Finances et pédagogie (manifestation off)

**Présentation :**

Atelier réservé aux classes de lycées. Pour inscrire votre classe, contactez-nous à l'adresse : [jeco@fpul-lyon.org](mailto:jeco@fpul-lyon.org)

L'association Finances et Pédagogie, agréée par le ministère de l'Education Nationale, propose une sensibilisation à une meilleure compréhension du fonctionnement d'une banque.

Les rôles de la banque, l'intermédiation, la gestion de la banque en tant qu'entreprise, son fonctionnement, le devoir de conseil, l'analyse du risque, le cadre juridique, le fonctionnement du compte bancaire individuel et joint, les services liés au compte tels que la carte bancaire, le code confidentiel, la mise en opposition, le virement - prélèvement, le chèque, son circuit et les conséquences du rejet, la consultation, le relevé de compte, le découvert, le pointage du compte en lien avec le budget familial, les espèces et le paiement électronique.

Le public cible :

Les jeunes lycéens et de manière plus large tout individu en situation d'ouverture d'un premier compte bancaire.

A propos de Finances & Pédagogie

L'association Finances & Pédagogie, créée en 1957, est un organisme de formation agréé et soutenu par les Caisses d'Épargne pour assurer sa mission : apporter une sensibilisation et une formation à la maîtrise des questions d'argent. L'association joue ainsi un rôle de prévention de l'exclusion bancaire et financière auprès de publics fragiles. Elle mène depuis 60 ans des actions de pédagogie en milieu scolaire, sur les thèmes du budget, de la banque ou des moyens de paiement.

La démarche originale et unique de l'association repose sur :

- une expertise appuyée sur une pédagogie active pour donner des repères nécessaires à la bonne gestion d'un budget.
- une position de neutralité et de transparence à l'égard des institutions financières,
- une capacité à s'adapter à tous les publics par les modes d'intervention et les outils pédagogiques utilisés.

Atelier réservé aux classes de lycées. Pour inscrire votre classe, contactez-nous à l'adresse : [jeco@fpul-lyon.org](mailto:jeco@fpul-lyon.org)

### **Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## **Quelle statistique publique au XXIème siècle ?**

### **Viveka Palm**

Directrice, direction Statistiques régionales et sectorielles, Eurostat

### **Tom Smith**

Directeur général du Data Science Campus, Office for National Statistics (ONS)

### **Jean-Luc Tavernier**

Directeur général de l'Insee

### **Xavier Timbeau**

Directeur principal de l'OFCE

### **Catherine Van Rompoe**

Principal Economist, Economic Statistics, World Bank

### **Modérateur : Jade Grandin de l'Eprevier**

l'Opinion

### **Présentation :**

Quelle statistique au XXIème siècle ? En ce début de siècle où les défis économiques, sociaux et environnementaux s'entrechoquent, comme en témoigne la pandémie du COVID ou encore les grandes catastrophes écologiques qui ont ponctué l'été 2021, mesurer pour comprendre, la devise de l'INSEE, est plus que jamais un impératif majeur. Quelle statistique au XXIème siècle ? Pour y répondre, cette table ronde réunit des acteurs de premier plan national et international.

Jean-Luc Tavernier : "L'INSEE confronté à la crise du COVID".

Le directeur général de l'INSEE, Jean-Luc Tavernier passera en revue les grands enjeux et montrera comment la statistique publique française s'est adaptée pour produire les connaissances nécessaires aux décideurs pour faire face aux effets sanitaires, économiques et sociaux du COVID.

Viveka Palm : "L'enjeu de la comptabilité des écosystèmes".

En 2021, la comptabilité des écosystèmes a fait son entrée dans les normes statistiques de l'ONU. Viveka Palm, directrice du département des analyses sectorielles et régionales d'Eurostat, livrera les enjeux de cette nouvelle extension de la comptabilité économique environnementale, initiée au sommet de la terre à Rio, et qui vise à mesurer les interactions entre les activités humaines et la nature.

Catherine Van Rompoe : "Le bien-être, nouvel horizon pour les comptes nationaux ?".

Mieux prendre en compte le bien-être des générations actuelles et futures, tel avait été le vœu formulé en 2009 par le rapport Stiglitz qui regrettait une trop grande focalisation

sur des indicateurs comme le PIB. Catherine Van Rompoy, économiste principale à la Banque Mondiale, évoquera les travaux du groupe mondial d'experts qu'elle préside et qui pourraient faire évoluer en ce sens la prochaine génération de comptes nationaux en 2023.

Xavier Timbeau : "Les données individuelles, nouveau défi des instituts de statistiques face aux défis des transitions"

Comme l'a montré le mouvement des gilets jaunes, comprendre comment les individus sont impactés, au niveau le plus fin possible, par les grandes transformations du monde, est essentiel pour définir des politiques publiques efficaces et équitables. Le directeur général de l'OFCE, Xavier Timbeau, développera la nécessité, confronté à cette exigence, du développement des bases de données individuelles, larges et largement accessibles, ce qui en retour pose des questions de protection de la vie privée.

Tom Smith : "Les big data sont-elles utiles pour la science économique ?"

Au-delà des données individuelles habituelles issues de sources administratives, des données massives exhaustives sont collectées quotidiennement notamment par les smartphones et autres objets connectés. Le directeur exécutif du Data Science Campus de l'institut de statistiques britannique (UK Stats) s'interrogera sur l'accès, les apports mais aussi les limites de ces données massives pour comprendre le fonctionnement de nos économies.

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## **Alimentation : un changement pour tous**

Président : **Jeremy Camus**

Vice-président à la Métropole de Lyon. En charge de l'agriculture, de l'alimentation et de la résilience du territoire

**Alain Alexanian**

Chef de cuisine

**Cécile Fau**

Directrice de l'Espace Créateur de Solidarités ; Co-Présidente du GESRA (groupement des épiceries socles et solidaires Auvergne Rhône-Alpes)

**Julien Fosse**

Directeur adjoint du département développement durable et numérique, France Stratégie

**Arthur Grimonpont**

Ingénieur-chercheur à l'École Urbaine de Lyon et cofondateur des Les Greniers d'Abondance

#### **Présentation :**

Notre alimentation est un révélateur des défis sociétaux auxquels nous sommes confrontés car en allant de la semence à l'assiette c'est un changement global qui s'impose : celui d'une agriculture durable et résiliente intégrant les défis environnementaux et les problèmes de souveraineté alimentaire ; celui des réseaux de distribution qui doivent favoriser les circuits courts ; celui des enjeux de santé publique avec la question de l'accès inégal à une alimentation de qualité ; celui de notre identité culturelle qui s'exprime dans nos choix alimentaires.

Manger mieux, un objectif à partager, mais en privilégiant quelle stratégie ?

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- La vente des produits bio

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Cité de la gastronomie, 4 Grand Cloître du Grand Hôtel-Dieu, 69002 Lyon

Accès :

## L'environnement dans la pensée économique

Président : **Claire Silvant**

Maître de conférences en Sciences Economiques, Université Lyon 2 Lumière

**Valérie Boisvert**

Professeure, Institut de géographie et durabilité (IGD), UNIL

**Marion Gaspard**

Maitre de conférence en Sciences économiques

**Antoine Missemmer**

Chargé de recherche en économie au CNRS, membre du CIRED

**Antonin Pottier**

maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

### Présentation :

Antoine Missemmer débutera cette session en nous présentant une « Histoire(s) longue(s) des rapports entre économie et environnement ».

Résumé : On a coutume de dire que les économistes ont pris conscience des enjeux environnementaux dans les années 1960 et 1970. Auparavant pourtant, et ce depuis le 18<sup>e</sup> siècle au moins, certains n'ont pas manqué de s'intéresser aux limites de la biosphère et à l'utilisation des ressources naturelles. Ces traitements des questions environnementales ont pris des directions diverses, parfois sans grand égard pour les contraintes écologiques, parfois de façon plus décisive. Loin du seul récit d'une science économique ayant constamment dénigré la nature, une autre histoire longue des rapports entre économie et environnement mérite d'être contée.

Antonin Pottier proposera ensuite une intervention intitulée « Georgescu-Roegen et l'économie écologique ».

Résumé : Nicholas Georgescu-Roegen a proposé une nouvelle façon de voir l'économie, qui donne toute sa place à son substrat matériel. Cette vision s'appuie sur la physique et la thermodynamique et se construit à partir des critiques que Georgescu-Roegen adressait à l'économie mathématique de son époque. Elle le conduit à interroger radicalement le fonctionnement des économies modernes.

Marion Gaspard poursuivra en présentant une communication portant sur « Robert Solow : l'économie des ressources ou les ressources de l'économie ? »

Résumé : La publication en 1972 du rapport du Club de Rome, intitulé The Limits to Growth (Meadows et alli, 1972) ne pouvait qu'ébranler l'économie, discipline inaugurée jadis par une Enquête sur les causes de la richesse des nations (Smith, 1776), science désormais formelle de la conciliation entre les désirs infinis et les ressources limitées d'une part, de l'optimisation du rythme de croissance d'autre part. Une des réactions les plus véhémentes fut celle de Robert Solow, qui lança, en janvier 1974, lors de la conférence inaugurale du congrès le plus en vue de la profession, un appel à la mobilisation générale des économistes pour qu'ils s'emparent sérieusement des questions de ressources épuisables et de pollution environnementale. Bien qu'il n'ait que peu contribué au corpus scientifique, il semble que Solow ait significativement infléchi la voie empruntée ultérieurement par l'économie de l'environnement.

Valérie Boisvert interviendra enfin sur le thème « La nature vue par le prisme de l'économie: des ressources naturelles au capital naturel ».

Résumé : Depuis le milieu des années 1990, il est devenu habituel, en économie de l'environnement comme dans les débats publics sur les politiques environnementales, de se référer au capital naturel. Cette notion a été introduite pour inviter à réfléchir l'intégration de préoccupations environnementales aux modèles économiques, tout en leur reconnaissant toutefois une certaine singularité. Les concepts économiques à travers lesquels la nature est appréhendée ont évolué au fil du temps, marquant des changements de perspectives notables. La portée de la notion de capital naturel peut ainsi être mieux saisie en étant replacée dans une histoire plus longue des qualifications de la nature en économie.

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- La taxe pigouvienne
  - Le paradoxe de Jevons
  - Le marché des droits à polluer

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- La fiscalité environnementale

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

:Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Questionner les réponses de l'économie

**Pierre-Noël Giraud**

Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

**André Orléan**

Directeur de Recherches Émérite au CNRS

**Aurélie Piet**

Economiste indépendante

**Laurence Scialom**

Professeure des Universités en sciences économiques, Université Paris Nanterre

**Modérateur : Antoine Reverchon**

Le Monde

**Présentation :**

L'analyse économique est depuis une vingtaine d'année soumise à un double choc :

Des "événements" qu'elle n'avait pas prévu et qui engendrent des réponses de politique économique inusitées : la crise financière de 2008, l'émergence de l'Asie de l'est grâce à des politiques contraires aux règles du consensus de Washington, la pandémie de Covid et ses réponses politiques inédites, par exemple

Une profonde évolution de ses méthodes, avec l'exploitation de données individuelles massives et les expériences randomisées

Dans ces conditions, on se demandera :

Quelles sont les convictions solidement établies qui vacillent aujourd'hui ?

Peut-on définir une liste de "problèmes" à résoudre de manière urgente par l'analyse économique?

Il s'agit en quelque sorte, et en toute modestie, d'esquisser pour l'économie l'exercice que David Hilbert fit pour les mathématiques à l'orée du 20ème siècle

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Le péril des entreprises zombies

**Agnès Bénassy-Quéré**

chef économiste de la direction générale du Trésor

**Alain Denizot**

Président du directoire Caisse d'Epargne Rhône Alpes

**Denis Ferrand**

Directeur Général de Rexecode

**Chloé Zapha**

Economist, Observatoire des Entreprises de la Banque de France

**Modérateur : Cédric Audenis**

**Présentation :**

La crainte d'une baisse de la mortalité des firmes les moins performantes était déjà évoquée avant la crise de la COVID-19. Elle s'est largement amplifiée depuis l'entrée

dans la crise. En effet, les anticipations d'un raz-de-marée des défaillances d'entreprises ont été largement démenties : le nombre hebdomadaire de ces défaillances est, depuis mars 2020, inférieur d'environ 40% à celui d'avant crise. La crainte s'est ainsi inversée, elle est devenue celle d'une survie massive d'entreprises peu performantes, les entreprises zombies, qui détourneraient les facteurs de production capital et travail des entreprises dynamiques. Les dispositifs massifs de soutien de l'activité économique déployés dans le contexte de crise, dans le cadre des politiques budgétaires et monétaires, sont alors parfois mis en cause. Pour autant, le retrait progressif de certains de ces dispositifs ne semble pas s'accompagner d'un rebond des défaillances. Fait-on face à un processus structurel de zombification de l'économie, qui briderait la croissance future d'après crise? Les politiques économiques ont-elles été bien conçues pour éviter les deux écueils d'un effondrement de l'activité et de la disparition d'entreprise structurellement performantes mais affaiblies par la crise d'un côté et celui de la survie des entreprises les moins performantes de l'autre? La conférence apportera des éléments de réponse à ces questions.

A lire : 2021, l'année des zombies ? billet rédigé par Agnès Bénassy-Quéré

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- L'impact du Covid-19 sur les défaillances d'entreprises  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles
- Qu'est ce qu'une entreprise zombie

### **Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 15h00 - 16h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## **Vers un fédéralisme budgétaire européen ?**

### **Marco Buti**

Directeur de cabinet du Commissaire Paolo Gentiloni en charge de l'économie

### **Jérôme Creel**

Directeur du département des études de l'OFCE/Sciences Po et Professeur à ESCP Business School

### **Xavier Debrun**

Premier Conseiller au Département des Etudes de la Banque Nationale de Belgique et Membre du Comité budgétaire européen

### **Philippe Martin**

Président délégué du CAE et Professeur d'économie au département d'économie de Sciences Po

### **Maria Joao Rodrigues**

Présidente, Foundation For European Progressive Studies

### **Modérateur : Emmanuel Cugny**

France Info ; Président de l'Ajef

### **Présentation :**

La complexité du cadre budgétaire européen avait amené la Commission européenne à lancer une consultation publique en février 2020 en vue d'une possible réforme du Pacte de stabilité et de croissance. La crise de Covid-19 a reporté cette consultation mais elle a donné de nouvelles justifications à une modification du cadre budgétaire : l'augmentation des déficits et des dettes publiques rend périlleux un retour rapide à l'équilibre des finances publiques, ce qu'une application automatique du Pacte de stabilité et de croissance impliquerait. Qu'on s'en souvienne : l'austérité budgétaire des années 2011-2013 en Europe y avait prolongé la crise. Au-delà des questions conjoncturelles se posent également des questions structurelles, comme le soutien public aux politiques environnementales. Les besoins d'investissement public en ce domaine sont à la fois élevés et urgents et nécessitent que les Etats européens disposent de marges de manœuvre budgétaires.

Aussi semble-t-il opportun de débattre du Pacte de stabilité et de croissance et des

nombreux projets de réforme qui ont émergé récemment. Quelles doivent être les priorités du Pacte : la stabilité de la dette ? la stabilisation conjoncturelle ? l'effort en faveur de l'investissement public ? d'autres priorités encore ? Et quel est le bon échelon pour assurer des politiques budgétaires efficaces selon ces différents objectifs : l'échelon national ou l'échelon européen ? Telles seront quelques-unes des questions que cette conférence abordera.

**Informations pratiques :**

Horaire : Mercredi 03 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## L'Etat et les risques

**Patrick Artus**

Conseiller économique de Natixis

**Agnès Bénassy-Quéré**

chef économiste de la direction générale du Trésor

**Laurent Clerc**

Directeur d'étude et d'analyse des risques à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

**Gilles de Margerie**

Commissaire Général de France Stratégie

**Katheline Schubert**

Professeur d'économie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Guy Sidos**

Président-directeur général, Groupe Vicat

**Modérateur : Philippe Escande**

Le Monde

**Présentation :**

Dans les entreprises, un travail très important des directions des risques, des comités d'Audit, des directions générales, consiste à établir la « cartographie des risques ».

Il s'agit d'identifier les différents risques auxquels l'entreprise peut être confrontée (risques financiers, industriels, environnementaux, sociaux, de cybersécurité ; risque de recul technologique, de perte de clients ; risques géopolitiques, réglementaires...), de réfléchir à la gravité des différents risques et à la manière dont l'entreprise doit réagir si un risque se réalise.

L'objectif est d'essayer de ne pas être pris par surprise, et de disposer d'une réponse déjà réfléchie.

On peut craindre que les Etats (qui d'ailleurs vérifient que les entreprises font bien ce travail, avec le devoir de vigilance) ne s'imposent pas la même discipline. Il ne s'agit pas ici de prospective, de réflexion sur des scénarios de moyen terme, mais d'identification des chocs non anticipés et de préparation des politiques de réponse à ces chocs.

Dans le cas des Etats, il peut s'agir de récession, de crise financière, de crise géopolitique, de crise sanitaire, de risques sociaux, de risques d'évolution technologique brutale, de risques liés au vieillissement...

La question est de savoir comment les Etats pourraient s'organiser, comme les entreprises, pour identifier ces risques (réaliser la cartographie) et préparer les réponses.

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Le coûts des catastrophes naturelles
  - Les risques industriels

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 17h00 - 18h30  
Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon  
Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

## Climate justice global action (Conférence ESSCA) (manifestation off)

Président : **Naciba Chassagnon**

Professeur, essca ; école de management

**David E. Blockstein**

Project Co-Director, Solve Climate by 2030, Bard Center for Environmental Policy, Bard College

**Eban Goodstein**

Director, Bard Graduate Programs in Sustainability, Bard Center for Environmental Policy, Bard College

### Présentation :

Pour vous inscrire : [jecoessca@essca.fr](mailto:jecoessca@essca.fr), en précisant le titre de la session. How can we engage hundreds of thousands of students and educators around the world in discussions about climate change, climate solutions and climate justice? The Bard College (US) Center for Environmental Policy and its partners including the ESSCA University School of Management are organizing the Worldwide Teach-in on Climate and Justice. On March 30, 2022 hundreds of universities, colleges and secondary schools around the world will hold campus-based events. The Teach-In involves educators across the disciplines: artists and philosophers, economists and chemists, psychologists and business professors. On every campus in the world there are many climate-concerned, often non-expert faculty who will be eager to participate.

This interactive session will introduce the project and discuss strategies and opportunities for students to engage their institution and community in this global project.

### Informations pratiques :

Horaire :Mercredi 03 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : ESSCA School of Management Amphitheatre 0014, 4, Pont Pasteur, 69007 Lyon

Accès : Tram T2 arrêt Halle Tony Garnier

## L'action publique à la merci des marchands de doute

Président : **Laurence Scialom**

Professeure des Universités en sciences économiques, Université Paris Nanterre

**Delphine Batho**

Députée des Deux-Sèvres

**Pierre-Henri Gouyon**

Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle & à l'AgroParisTech

**Emmanuel Henry**

Professeur de sociologie, Université Paris-Dauphine

**Hervé Le Treut**

Directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace

### Présentation :

L'expression "Marchands de doute" a été popularisée par N. Oreskes et E. Conway dans leur ouvrage intitulé "Les marchands de doute". Ces deux historiens des sciences décortiquent sur la base d'un travail d'archives comment les lobbys industriels ont réussi à infléchir les décisions publiques dans un sens favorable à leur intérêt en fabriquant artificiellement du doute et de la controverse soi-disant scientifique, et en embrouillant les esprits par une instrumentalisation de la science. Ces stratégies d'instillation du doute sont mobilisées sur des sujets majeurs d'intérêt public comme l'usage des pesticides, les perturbateurs endocriniens, la tabac, l'alcool, mais aussi bien sûr le réchauffement

climatique. L'objet de cette table ronde est de décrypter à partir d'exemples concrets les canaux par lesquels les marchands de doute infléchissent les décisions publiques car leur dévoilement est le pré-requis à la lutte contre ces pratiques pernicieuses.

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

:Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## apres le covid les territoires a l'epreuve d'une économie de transition

**Patrice Godin**

Vice-président de La Ligne Verte

**Kevin Guillermin**

Co-Directeur général, GRAP (Groupement Régional Alimentaire de Proximité)

**Nathalie Hamel**

Directrice générale du Centre Jacques Cartier

**Andrea Joss**

Membre du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

**Cyril Kretzschmar**

consultant senior en entrepreneuriat solidaire et en organisation, Coopérative OXALIS

**Simon Mirouze**

Directeur adjoint du Groupe ENVIE Rhône-Alpes

**Vincent Pacini**

**Présentation :**

Les territoires en tension... Avec la pandémie, les territoires habités se sont révélés être les lieux de la promiscuité et du risque de contamination, autant que les espaces de solidarité, de prévention et de soin. Se sont installés à la fois la peur et le « care », le présentiel et le distanciel, l'isolement confiné et l'ouverture de soi aux autres... Les résidences secondaires deviennent souvent principales, les lieux d'habitation se transforment massivement en lieux de travail à distance, les lieux de distribution des biens et des services, contraints à la réduction des ouvertures, se redéplient via internet et dans les circuits courts...

Une économie de la transition ? Quelles leçons en tirer sur le plan économique ? Les territoires ont-ils expérimenté de nouvelles formes pérennes de production et de distribution des biens et des services. Sur la base de quel(s) modèle(s) économique(s) ces formes se sont développées : économie du care, économie circulaire, économie de subsistance ? Avec quelles transformations du rapport à l'espace habité, à l'aune des changements de mode de vie : attirance ou répulsion, intensification ou raréfaction de la consommation des services locaux, exode ou inode...?

Pour tenter d'éclairer ces questions, les Journées de l'Economie, le Centre Jacques Cartier et la coopérative OXALIS organisent le mercredi 3/11/21 de 17h à 18h30 une conférence débat s'appuyant sur des expériences concrètes de la transition en temps de crise au Québec comme en France, le tout placé sous le regard d'un économiste québécois et d'un économiste français.

**Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 17h00 - 19h00

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## La Chine et les Etats-Unis : l'inévitable affrontement ?

Président : **Michel Fouquin**

Conseiller au CEPII

**Céline Antonin**

Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France

**Jean-François Dufour**

Directeur, DCA Chine-Analyse

**Camille Macaire**

Économiste à la Banque de France et chercheuse associée au CEPII

**Mary-Françoise Renard**

Professeur de Sciences Economiques, Université d'Auvergne

### **Présentation :**

La Chine et l'ensemble de l'Asie orientale en développement accélèrent leur montée en puissance grâce notamment à leur capacité à surmonter les crises, au dynamisme de leurs exportations des biens de la révolution numérique. Par sa dimension même et par ses choix idéologiques la Chine remet en question l'ordre mondial et affiche ses ambitions de leadership mondial, provoquant une réaction forte des Etats-Unis au nom de sa sécurité nationale.

- Mesurer les progrès technologiques de la Chine ses points forts et ses points faibles
  - Evaluer les progrès de la diplomatie économique de la Chine , diplomatie des vaccins et des routes de la soie
  - Faire de la monnaie chinoise une monnaie concurrente du dollar
  - Les réactions américaines entre protectionnisme et plans de développement technologiques : évaluer l'impact des mesures de protection américaines, que penser de l'attitude de l'Europe, vis-à-vis de la Chine, notamment sur la question de l'accord sur les investissements. Telles sont quelque unes des questions que nous aborderons.  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles
- L'économie de la Chine
    - La Chine et les champions nationaux
    - Les Nouvelles Routes de la soie

### **Informations pratiques :**

Horaire :Mercredi 03 novembre - 17h00 - 18h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## **Le tournant du capitalisme - peut-on échapper à une crise sociale ? (manifestation off)**

**Patrick Artus**

Conseiller économique de Natixis

**Jean-Hervé Lorenzi**

Fondateur du Cercle des économistes

**Modérateur : Marie Françoise Villard**

Lyon entreprise

### **Présentation :**

Rencontre avec Patrick Artus et Jean-Hervé Lorenzi

Le capitalisme néolibéral semble avoir atteint ses limites face aux crises économiques et financières qui ont bouleversé le début du XXIe siècle. La pandémie de la Covid-19 pourrait ainsi avoir donné un coup d'arrêt au paradigme économique dominant, notamment dans nos rapports à la consommation, au travail, au commerce mondial... Les changements que nous avons observés ont-ils vocation à perdurer ? Une crise sociale est elle inéluctable ? Patrick Artus et Jean-Hervé Lorenzi apporteront des éléments de réponse à ce sujet central.

### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30  
Lieu : Université Catholique Amphi Aristote, 10 place des Archives, 69002 Lyon  
Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Une renaissance des villes moyennes

Président : **Cédric Audenis**

Commissaire général adjoint, France Stratégie

**Pierre-Henri Bono**

Chef de projet au laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques de SciencesPo

**Didier Bruno**

Membre du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes

**Vincent Charlet**

Délégué général, Fabrique de l'industrie

**Bénédicte Guenot**

Directrice Marketing du Groupe Keolis

**Nadine Levratto**

Directrice de recherche au CNRS, EconomiX, CNRS-université Paris-Nanterre

### Présentation :

Moins encombrées, moins chères, plus vertes... les villes moyennes reviennent en grâce auprès des Français. Ce regain d'attractivité est-il un phénomène éphémère, alimenté par la succession de confinements, ou s'inscrit-il plutôt dans une dynamique de rééquilibrage territorial déjà à l'œuvre avant la crise sanitaire et renforcée par l'essor du télétravail ? Les villes moyennes disposent-elles du tissu économique, des équipements, des infrastructures et des services publics nécessaires pour gérer cette attractivité et la convertir en créations d'emplois ? Quel rôle pour les pouvoirs publics dans l'accompagnement de ces mutations ? La conférence abordera ces questions, en mettant notamment l'accent sur les enjeux de développement industriel qui sont cruciaux pour de nombreuses villes moyennes et constituent un levier pour renforcer leur positionnement.

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus : Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Le mystère de la productivité

Président : **Céline Antonin**

Economiste senior à l'OFCE (Sciences Po) et chercheur associé au Collège de France

**Philippe Aghion**

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

**Vincent Aussilloux**

Directeur du Département économie de France Stratégie

**Claire Lelarge**

Professeur de Sciences Economiques, Université Paris-Saclay

### Présentation :

La croissance de la productivité du travail connaît, sur la période 2005-2019, les niveaux les plus bas observés en période de paix depuis un siècle et demi. Cette situation est observée dans tous les pays avancés, à tel point que certains l'interprètent comme l'amorce d'une stagnation séculaire. Pourtant, la révolution numérique dont on attend de forts impacts favorables sur la productivité est en cours. Comment expliquer ce contraste ? La révolution numérique ne répond-elle pas aux attentes ? N'accélère-t-elle la productivité que dans certaines activités, et uniquement pour certaines catégories de travailleurs ? Nécessite-t-elle que certaines conditions soient réunies, par exemple en ce qui concerne la formation des travailleurs et l'organisation du travail ? Ou bien l'effet positif sur la productivité est-il seulement une question de délai, comme cela avait été

observé lors de précédentes révolutions technologiques ? Quel peut-être l'impact de la crise de la COVID-19 sur l'émergence de cette révolution numérique ? La conférence abordera ces questions, dont la réponse est cruciale pour savoir si nous serons en mesure de faire face au financement des grands défis qui sont devant nous, comme celui de la transition climatique.

Trésor-éco a sélectionné pour vous pour cette conférence

Le mystère de la productivité :

- Trésor-éco n° 271 : « Numérisation des entreprises françaises », par Romain Faquet, Vincent Malardé (novembre 2020)

Vidéo de présentation : <https://youtu.be/IYbcntevGjc>

- Trésor-éco n° 273 : « Contribution de la destruction créatrice aux gains de productivité en France », par Clémentine David, Romain Faquet, Chakir Rachiq (Décembre 2020)

Partageons l'éco a sélectionné pour vous pour cette conférence

Le mystère de la productivité

- La stagnation séculaire

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Climat - mais que fait la finance ?

### Alain Grandjean

Président de la Fondation Nicolas Hulot

### Pierre-Henri Grenier

Directeur Exécutif Banque de la Transition Energétique, Banques Populaires

### Luiz Pereira Da Silva

Directeur Général Adjoint, Banque des Règlements Internationaux (BRI)

### Eva Sadoun

Co-fondatrice & Présidente - LITA.co

### Laurence Scialom

Professeure des Universités en sciences économiques, Université Paris Nanterre

### Modérateur : Eric Monnet

EHESS

### Présentation :

La protection de la planète et la transition vers de nouveaux modes de production ne pourront se faire sans un changement radical de la prise en compte du risque et des modes de financement de l'investissement. Cette conférence présente la manière dont les acteurs et les régulateurs de la finance tentent de faire face à ces défis en évitant les pièges d'un écoblanchiment (greenwashing) opportuniste de pratiques antérieures.

Pour préparer cette conférence, Alain Grandjean vous propose sur son blog un article proposant un «Programme d'action climat pour les présidentielles 2022» (<https://alaingrandjean.fr/2021/09/03/programme-action-climat-presidentielles-2022/>).

Vous pouvez également visiter le site «The Other Economy» (<https://theothereconomy.com/fr/modules/role-et-limites-de-la-finance/>), une plateforme pédagogique et engagée rassemblant connaissances et propositions sur les interactions entre économie, écologie et société, qu'il vient de lancer avec Marion Cohen.

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- Comment mobiliser la réglementation financière pour la transition bas-carbone ?  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles
- Les engagements écologiques des entreprises

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30  
Lieu : En ligne , ,  
Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Gouverner par les neurosciences (Revue regards Croisés) (manifestation off)

### **Judith Favereau**

Maîtresse de conférence en économie, Université Lyon 2

### **Hugo Jeanningros**

Chercheur en sociologie au laboratoire GEMASS (Sorbonne Université)

### **Simon Movermann**

Directeur général adjoint des services de la ville de Villeurbanne

### **Marie Claire Villeval**

Directrice de Recherche CNRS, GATE

### **Modérateur : Maëliiss Gouchon**

Regards croisés sur l'économie

### **Présentation :**

Face à la limitation des capacités prédictives des modèles classiques en économie, l'intégration de savoirs issus de la psychologie, des neurosciences et des sciences cognitives aux recherches ont renouvelé l'analyse économique sous le nom d'analyse comportementale. Au centre de l'intérêt, les biais cognitifs, qui limitent la capacité des individus à prendre des décisions rationnelles. Le succès de ces recherches se traduit par la diffusion de nouveaux instruments de politique publique appelés « nudges », « coup de pouce » en français. Comment tenir compte des biais cognitifs des individus pour les inciter à faire « le bon choix » ? En jouant sur leur environnement : cocher des options par défaut, pour augmenter le nombre d'individus souscrivant à un plan d'épargne ; modifier l'ordre de présentation des plats dans une cantine, pour encourager une alimentation plus saine, etc. Promesse d'efficacité à moindre coût, les nudges rencontrent un engouement croissant dans le secteur public. Cette table ronde propose de revenir sur le développement de ces instruments de politique publique. Quelle place pour les nudges dans la boîte à outils du décideur public ? Quel rôle accordent-ils aux décideurs, aux citoyens ? Sur quelle conception de la liberté individuelle reposent-ils ? Pour répondre à ces questions, la table ronde fera dialoguer des praticiens et des chercheurs issus de différentes disciplines.

### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## Union Européenne et Royaume-Uni, rivaux ou partenaires ?

### **Olaf Henricson-Bell**

Europe Director at Cabinet Office, UK Government

### **Garance Pineau**

Directrice de cabinet du secrétaire d'État chargé des affaires européennes

### **Jean Pisani-Ferry**

Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen de Florence

### **Daniela Schwarzer**

### **Présentation :**

Get Brexit done (réaliser le Brexit) : cinq ans durant, la question a empoisonné la politique britannique et les relations avec l'Union européenne. Le Brexit est une réalité, la question maintenant est de savoir quoi en faire.

L'Union européenne reste, et de loin, le premier partenaire commercial des Britanniques. Le Royaume-Uni demeure un partenaire important de l'Union, la principale place financière du continent et la seule qui ait actuellement une envergure mondiale. À l'heure où les États-Unis se focalisent sur la rivalité avec la Chine, et dans un environnement devenu plus hostile, l'intérêt mutuel est à la coopération. Distancée dans l'économie numérique, industriellement menacée, affaiblie par la crise sanitaire, l'Europe – dont la Grande-Bretagne continue de faire partie – aurait toute raison de s'épargner le coût d'une dislocation économique et géostratégique. Sur les grands sujets d'ailleurs – sécurité, libertés, normes sociales, climat, et bien d'autres – nos préférences sont très voisines, beaucoup plus similaires même qu'entre une rive et l'autre de l'Atlantique.

Pour cela trois obstacles doivent être surmontés. Le premier tient à la dégradation de la confiance mutuelle qui s'est graduellement produite au fil de la très longue et difficile négociation qui a abouti à la sortie du Royaume-Uni. En matière européenne, Londres avait toujours été un partenaire difficile. Après les volte-face qui se sont succédées depuis 2016 et les demandes de renégociation partielle de l'accord de sortie, auxquelles s'ajoutent désormais l'annonce surprise de l'alliance Aukus, le partenaire n'est plus jugé fiable. Cette confiance peut-elle être rebâtie ? Comment ?

Le deuxième obstacle est politique : outre-Manche le débat n'est pas clos et pour celles et ceux qui ont investi leur capital dans le Brexit, à commencer par le Premier ministre, tout rapprochement avec l'UE ferait figure de recul. L'étendard de Boris Johnson, c'est Global Britain. Quant aux États de l'Union, ils continuent de craindre qu'un rapprochement avec Londres serve d'argument à d'autres candidats potentiels à la sortie : si le meilleur des deux mondes est possible, pourquoi s'en priver ? C'est largement pour ce motif politique que les projets de partenariat continental n'ont pas connu le début d'une esquisse de réalisation. Cet obstacle est-il circonstanciel, ou profond ?

Enfin et c'est le troisième obstacle, quel devrait être le contenu d'un partenariat ? Pour les échanges de biens, comme pour les services dont le Royaume-Uni est un grand exportateur, la conformité à aux règles de l'Union commande l'accès à ce qui demeure le plus grand marché du monde. L'UE est très claire là-dessus et comme l'a montré le règlement sur la protection des données, elle conserve par ailleurs une capacité inégalée à exporter ses normes. Mais du point de vue britannique, il serait absurde d'avoir choisi de sortir pour se borner à adopter, sans plus avoir voix au chapitre, les législations de son grand voisin. « Prendre le contrôle », c'est par définition se distinguer.

Cela ne veut pas dire que la contradiction est sans solution. La faiblesse de l'UE, ce sont la lourdeur de ses procédures et le caractère inertiel de sa législation, fruit de multiples compromis entre des intérêts contradictoires. Là est l'espace pour Londres : non pas dans l'illusion d'un « Singapour sur Tamise » sans assise politique, mais dans la construction d'un système réglementaire agile, qui ne contredise pas celui de l'UE mais qui, pour les données, la finance ou les biotechs, prenne de l'avance et serve de tête chercheuse. Ce serait évidemment un défi sérieux pour les 27, qui devraient s'interdire l'impérialisme normatif, et pour Londres, qui devrait s'en tenir à une forme de concurrence coopérative. Cela demanderait aussi des règles du jeu claires, qui lient étendue de la divergence réglementaire et degré d'accès au marché. Est-ce souhaitable, est-ce possible ?

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

## **Réinventer L'économie de la santé**

Président : **Lise Rochaix**

Professeur de Sciences économiques, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, affiliée à PSE et responsable scientifique de la chaire 'Hospinomics' en économie de la santé de PSE

**Christian Gollier**

Professeur de Sciences économiques, Toulouse School of Economics

**Carol Propper**

Professeur de Sciences économiques, Imperial College

**Jérôme Wittwer**

Professeur de Sciences économiques, Institut de Santé Publique d'Epidémiologie et de Développement (ISPED) de l'université de Bordeaux

**Présentation :**

La pandémie de la Covid 19 a révélé le manque de confiance de la population française dans la Science en général et tout particulièrement dans l'analyse économique appliquée à la santé. A cet égard, Christian Gollier note que, « L'intensité des désaccords sur les politiques sanitaires à mener entre confinement fort ou léger, long ou court, ou sur l'obligation vaccinale par exemple, n'a pas permis de faire émerger dans le débat public, et même au sein des experts du Conseil scientifique, une méthodologie générale d'évaluation de ces politiques sur la base scientifiquement fondée de l'analyse coût-bénéfice ». Les économistes de la santé se sont trouvés au cœur d'injonctions contradictoires entre sauver des vies et sauver la croissance. Comparé aux travaux des épidémiologistes qui ont fait l'objet d'une large publicité, peu d'économistes de la santé ont abordé explicitement cet arbitrage, si ce n'est indirectement, par la mise en évidence d'importantes inégalités sociales de santé face à la Covid. L'objet de ce panel est de s'interroger sur la place que pourra tenir l'économie de la santé demain, face à de tels chocs macroéconomiques et la façon dont elle peut s'y préparer au mieux. Sans aller jusqu'à la 'réinventer', il conviendra en effet que l'économie de la santé se développe dans plusieurs directions. Dans cet esprit, Christian Gollier montrera l'importance d'une articulation forte avec les modèles dynamiques développés en épidémiologie, Jérôme Wittwer évoquera l'importance d'une approche multidisciplinaire en santé publique, Carol Propper montrera l'importance d'une anticipation des effets sur le long terme et Lise Rochaix illustrera l'intérêt d'une approche intersectorielle, par la mesure des bénéfices sanitaires d'actions environnementales.

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Les liens entre la santé et l'économie

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## La ville hors de prix ?

Président : **Guillaume Chapelle**

Professeur assistant en économie à CY Cergy Paris Université

**Pierre Aoun**

Directeur général du Groupe LP Promotion

**Gabrielle Fack**

Professeur d'économie à l'université Paris-Dauphine

**Martin Omhovere**

Institut d'urbanisme de Paris

**Béatrice Vessiller**

2ème Vice-présidente de la Métropole de Lyon, en charge de l'Urbanisme et du cadre de vie

**Présentation :**

Lieux d'échanges et d'innovation par excellence, les villes aussi sont confrontées depuis quelques années au revers de la densité de population. La hausse des prix de l'immobilier, les fortes inégalités, aussi bien que la crise sanitaire semblent en effet remettre en cause de l'attractivité des grandes métropoles. Le modèle de la grande ville est-il pour autant dépassé ? Comment adapter l'offre de logements, de bureaux, de services et de transports pour rendre la ville plus accessible dans ce contexte ?

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- Évolution des prix de l'immobilier en France  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Les prix de l'immobilier

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Université Catholique Amphi Aristote, 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Après la convention citoyenne pour le climat

**Floran Augagneur**

Directeur-général, Commission nationale du débat public (CNDP)

**Laurence Boone**

Chef économiste et Chef du Département des affaires économiques de l'OCDE

**Adrien Fabre**

Chercheur post-doc, ETH Zurich

**Benoit Leguet**

Directeur général d'I4CE

**Laurence Tubiana**

Présidente et Directrice Exécutive de la Fondation européenne pour le climat (ECF)

**Modérateur : Serge Marti**

Ancien rédacteur-en-chef économique au Monde

**Présentation :**

Voulue par le chef de l'État, la Convention citoyenne pour le climat se voulait un exercice inédit de démocratie participative. Après 9 mois de travail intense, 150 citoyens tirés au sort ont rendu 149 propositions pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2030. Une partie d'entre elles figurent dans la loi Climat et résilience récemment votée, en dépit de vives critiques. Alors que se tient à Glasgow la COP 26, il convient de s'interroger pour savoir si la France est vraiment au rendez-vous pour atteindre les objectifs de lutte contre le dérèglement climatique qu'elle s'est assignée.

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

Après la convention citoyenne pour le climat :

- Trésor-éco n° 291 : « La décarbonation de l'industrie en France », par Anna Bornstein, Romain Faquet (Octobre 2021)

- Trésor-éco n° 291 : « Les stratégies nordiques pour le climat », par Julien Grosjean, Éric Duédal (Mai 2021)

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

Après la convention citoyenne pour le climat

- Le dérèglement climatique

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe-Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## Que se passe t-il après la crise ? (manifestation off)

**Olivier Artus**

Recteur de l'Université catholique de Lyon

**Patrick Artus**

Conseiller économique de Natixis

**Pierre Dockès**

Professeur honoraire à l'université Lyon 2, chercheur à Triangle (CNRS)

**Stessy Tetard**

Maitre de conférence à l'Institut Société et Famille  
**Modérateur : Jean-Baptiste Cocagne**  
RCF Lyon

**Présentation :**

L'objet de cette conférence est de confronter des approches bibliques, historiques, philosophiques et économiques pour analyser l'effet des crises, avec bien sûr à l'esprit la crise de la Covid.

Deux questions centrales seront abordées.

Tout d'abord celle des vulnérabilités sociales, économiques, financières : les crises révèlent que certains groupes sociaux, certains secteurs d'activité, certains pays ou certains territoires sont plus fragiles que d'autres ; elles nous renseignent donc sur les déficiences des politiques publiques dans de nombreux domaines.

Ensuite celle des ruptures. Toutes les crises génèrent des ruptures et des réorganisations (politiques, dans l'organisation de la société, dans les relations internationales, dans l'organisation du travail, dans la réglementation des activités économiques et financières), mais ces ruptures sont souvent mal prévues et celles qui importent vraiment peuvent alors surprendre. On peut alors tenter d'apprendre du passé, lointain ou plus proche, pour essayer d'anticiper les traces durables que laissera la crise de la Covid.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30  
Lieu : Université Catholique, 10 place des Archives, 69002 Lyon  
Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## La finance bousculée par l'Innovation ?

Président : **Marc-Olivier Strauss-Kahn**

Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po

**Emmanuelle Assouan**

Directrice générale déléguée pour le Stabilité financière, Banque de France et Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution

**Benoît Coeuré**

Chef du pôle d'innovation et membre du comité de direction de la Banque des règlements internationaux (BRI)

**Delphine D'Amarzit**

Présidente Directrice Générale, Euronext Paris

**Ludovic Subran**

Chef économiste d'Allianz

**Présentation :**

Au-delà des enjeux de la monnaie numérique et de la finance verte (traités plutôt dans des conférences parallèles, l'innovation bouleverse le secteur financier avec l'éclosion des FinTechs et l'irruption des BigTechs, la cyber sécurité, la décentralisation (DeFi) et la Finance ouverte (plateforme de données, interface de programmation ...), la tokenisation (jeton numérique), les réactions des autorités via la régulation et la supervision, ce qu'on appelle la RegTech et la SupTech ... Autant de notions ou de mots récents et donc parfois mal compris. Ces bouleversements créent des risques mais aussi beaucoup d'opportunités, y compris sur la façon dont l'innovation peut être financée, car la finance et l'innovation sont non pas des fins en soi mais des moyens au service de l'économie et des citoyens.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30  
Lieu : En ligne, ,  
Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Comment rapprocher le grand public de l'économie ? (JECO étudiants) (manifestation off)

### **Thibault Briera**

Secrétaire de Oeconomicus, doctorant en économie au CIREC

### **Simon Cardoen**

Co-fondateur de Partageons l'Eco et des Forums Économiques de la Sorbonne

### **Marion Clerc**

Rédactrice en chef, regards croisés sur l'économie et doctorante en sociologie

### **Nathan Granier**

Fondateur et président du média Easynomics

### **Ghislain Lauerjat**

Responsable délégué du Pôle de développement des publics, Cité de l'Économie

### **Modérateur : Etienne De L'Estoile**

Regards croisés sur l'économie

### **Présentation :**

Au procès de l'économie, l'acte d'accusation est impressionnant. Il y a le vocabulaire technique de l'économiste qui met à distance le non initié, les graphiques et statistiques qui s'imposent dans toute explication, les descriptions d'individus avec des comportements calculateurs et égoïstes, des raisonnements qui servent à justifier la position des plus favorisés, une logique qui conduit à sous-estimer les effets dévastateurs de la « marchandisation du monde » tant sur les citoyens que sur la nature.

Pourtant les initiatives sont nombreuses pour corriger cette image en rendant plus accessible et plus attrayant les analyses des économistes. On voit se multiplier les sites internet avec des textes, des vidéos, des débats en ligne ; les médias qui renouvellent la manière de traiter les sujets d'actualité ; les revues qui cherchent à rendre plus accessibles les travaux académiques ; les MOOCs qui offrent des enseignements ouverts à tous les publics ; les ouvrages de vulgarisation qui nous promettent de nous faire aimer l'économie ; les manifestations et les expositions qui cherchent à donner une présence vivante aux grands sujets économiques...

Dans ce paysage foisonnant, y-a-t-il matière à satisfaire les attentes de chacun ? Ne prend-on pas le risque en vulgarisant de tomber dans une discussion du type "café du commerce" ? Toutes les thématiques se prêtent-elles de la même manière à une présentation simplifiée ? Y-a-t-il des manières plus adaptées que d'autres pour toucher les publics peu sensibilisés à ces analyses ? Faut-il utiliser des supports différents selon les générations ? Qui est le mieux placé pour faire ce travail pédagogique aujourd'hui ? Voici quelques questions qui pourront lancer les discussions de cette table ronde.

### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## La décarbonation des mobilités : quoiqu'il en coûte ?

### **Président : Yves Crozet**

Professeur émérite Sciences Po Lyon ; Laboratoire Aménagement Économie Transports

### **Frédéric Baverez**

Directeur Exécutif Groupe France de Keolis

### **Jean Coldefy**

Directeur du programme mobilité 3.0 d'ATEC ITS France

### **Cécile Maisonneuve**

Senior Fellow, Institut Montaigne

### **Constance Maréchal-Dereu**

Directrice Générale de France Logistique

### **Présentation :**

La pandémie aura fortement impacté les transports de voyageurs et de marchandises. Avec la reprise des trafics, les enjeux climatiques et décarbonation reviennent sur le

devant de la scène, notamment pour les transports, le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre (GES) en France. La loi « Climat et résilience » qui sera adoptée d'ici l'automne, opte un changement massif des motorisations (électricité, hydrogène). La régulation des flux est centrée sur les interdictions, les subventions et un report modal vers le ferroviaire.

Mais les questions de l'impact de ces mesures et de leurs coûts individuels et collectifs sont éclipsées, comme si « le quoi qu'il en coûte » de la crise sanitaire devait aussi être de mise pour la décarbonation. Alors que l'Union européenne promet, à l'horizon 2030, de réduire de 55% les émissions de GES et d'avoir 100 villes zéro carbone, quels sont les leviers possibles, pour les marchandises et les voyageurs ? Quels seront les coûts et qui les supportera ?

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros pour cette conférence

La décarbonation des mobilités : quoi qu'il en coûte ? :

• Trésor-éco n° 283 : « Les usagers de la route paient-ils le juste prix de leurs circulations ? », par Antoine Bergerot, Gabriel Comolet, Thomas Salez (Avril 2021)

Vidéo de présentation : <https://dai.ly/x81szbt>

### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## **De la croissance au bien-être**

Président : **Michèle Debonneuil**

Inspecteur général des Finances

**Marc Fleurbaey**

Directeur de recherche CNRS, Paris School of Economics

**Jean-Marc Germain**

Conseiller du Directeur Général de l'INSEE

**Reza Lahidji**

Consultant en management du risque et économie de l'environnement

**Mathieu Perona**

Directeur exécutif de l'Observatoire du bien-être du CEPREMAP

### **Présentation :**

La croissance économique assure-t-elle une amélioration générale du bien-être social et peut-elle continuer de la faire dans les décennies à venir ? Après plusieurs décennies de consensus général sur le caractère souhaitable et presque inévitable de la croissance, les dérèglements climatiques et environnementaux, le creusement des inégalités et des tensions sociales, puis les vulnérabilités et les potentialités mises à jour par la pandémie de Covid-19 remettent en question notre rapport à la croissance. Sous quelles conditions la croissance économique est-elle porteuse d'un plus grand bien-être social ? Comment expliquer que le mal-être grandisse dans des sociétés qui font partie des plus riches dans l'histoire de l'humanité ? Comment devons-nous envisager la possibilité d'une stagnation séculaire, d'une décroissance, voire d'un effondrement économique ? Quel éclairage les développements actuels apportent-ils sur le contenu de la croissance, et comment ce contenu peut-il être réorienté dans un sens porteur d'un plus grand bien-être ?

La table ronde cherchera à approfondir la réflexion sur ces questions à partir des éclairages de la philosophie économique, de la prospective, de la mesure empirique du bien-être et des tentatives pratiques de mettre en place la "décroissance" ou la "croissance autrement". L'ensemble de ces contributions permettront de mieux cerner l'évolution longue de nos sociétés sous l'angle du bien-être des individus et de son lien avec la croissance.

### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

:Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Quels sont les effets économiques du terrorisme ?

Président : **Hippolyte D'Albis**

Professeur à l'École d'économie de Paris et directeur de recherche au CNRS

**Ekrame Boubtane**

Maître de Conférences, CERDI, Université Clermont Auvergne

**Daniel Mirza**

Professeur de Sciences économiques (Université de Tours)

**Christophe Muller**

Enseignant-Chercheur, Aix-Marseille Université

**Elena Stancanelli**

Professeure à PSE. Directrice de Recherche CNRS

### Présentation :

Cette conférence vous est proposée par le Cercle des économistes

Il y a 20 ans, les attentats de New York créaient une rupture dans l'histoire du terrorisme international. Pour la première fois, un état souverain déclarait la guerre à une organisation terroriste. Le terrorisme sera désormais perçu comme un enjeu global, au même titre que la dégradation de l'environnement ou les pandémies. Cette session portera sur les conséquences économiques du terrorisme, à la lumière des recherches académiques récentes. Elle discutera des effets des attentats sur le bien-être et les comportements des populations touchées dans les pays riches et, également, dans les pays en développement. Elle s'interrogera aussi sur les effets du terrorisme sur la mondialisation, via les flux internationaux de marchandises et de personnes.

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Modélisation des fluctuations économiques (manifestation off)

**Michael Assous**

Professeur de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2

**Vincent Carret**

**Laurent Ferrara**

Professeur d'économie internationale à Skema Business School

**Valérie Mignon**

Professeur de sciences économiques, Université Paris Nanterre, Directrice d'EconomiX-CNRS, Conseiller scientifique au CEPPII et Vice-Présidente de l'AFSE

### Présentation :

L'étude analytique et historique des cycles économiques constitue un sujet de recherche central depuis plusieurs décennies, voire siècles. Un groupe de travail composé d'économistes, le Comité de datation des cycles de l'économie française (CDCEF) créé par l'Association Française de Science Economique (AFSE), s'est récemment constitué en France avec pour objectif de dater précisément les moments de retournement de cycle correspondant aux crises et aux reprises économiques. Le travail empirique de ce Comité, publié en ligne et librement accessible, est destiné à enrichir et renouveler les recherches sur les causes de ces retournements et de l'instabilité économique.

Ces travaux s'inscrivent dans une longue histoire d'étude et de mesure des cycles qui est allée de pair avec l'élaboration de modèles informés par les données, contribuant ainsi à orienter la recherche empirique. L'articulation entre théorie et données a été en particulier au cœur des préoccupations de la Société d'Économétrie depuis son origine, à travers ses fondateurs qui ont développé les premiers modèles quantitatifs de cycles, et ont vu par la suite leurs travaux récompensés par les premiers "prix Nobel" d'économie. Dans un ouvrage à paraître chez Springer, Michaël Assous et Vincent Carret explorent

les premiers modèles développés par ces économistes, et les différentes approches de l'instabilité économique qu'ils illustrent. Pour rendre ces modèles et leurs mécanismes accessibles, un site internet a été développé qui présente des applications interactives reproduisant les différentes trajectoires économiques possibles, pour appréhender de manière nouvelle certaines propositions de politique économique.

Cette session des JECO à destination des étudiants aura pour objectif de les sensibiliser à deux dimensions essentielles de l'analyse macroéconomique des cycles : la théorie et l'empirie.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30  
Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon  
Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## Inégalités et climat

**Lucas Chancel**

Chercheur à l'Idri, enseignant à Sciences Po

**Marc Fleurbaey**

Directeur de recherche CNRS, Paris School of Economics

**Céline Guivarch**

Directrice de recherches à l'École des Ponts, économiste au CIRED

**Julie Rozenberg**

Economiste, Direction Régionale du développement durable pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, Banque mondiale

**Modérateur : Stéphane Marchand**

Pour l'éco

**Présentation :**

Alors que les 10 % les plus riches de la planète sont responsables de 45 % des émissions de gaz à effet de serre, 13 % des émissions seulement proviennent des 50 % les plus pauvres. Or, les conséquences du réchauffement climatique risquent d'affecter de manière disproportionnée les plus pauvres : que ce soit à l'intérieur d'un pays ou au niveau international, ce sont souvent les moins riches qui sont les plus vulnérables aux impacts du changement climatique (vagues de chaleur, sécheresses, montée du niveau de la mer, ...). Les politiques de lutte contre le changement climatique elles-mêmes peuvent aussi contribuer à augmenter les inégalités, si elles ne sont pas suffisamment bien pensées. Quels sont les liens entre inégalités et climat ? Comment concilier lutte contre le changement climatique et lutte contre les inégalités ?

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30  
Lieu : En ligne ,  
Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Comment impliquer les citoyens dans la décision publique ?

**Benédicte Apouey**

Chargée de Recherche CNRS, Ecole d'Economie de Paris

**Antoinette Baujard**

Professeure de Sciences Economiques, Université Jean Monnet de Saint-Etienne

**Pierre Houssais**

Directeur de la Prospective et du Dialogue Public, Grand Lyon

**Thierry Pech**

Directeur Général de Terra Nova

**Benoît Tarrow**

Professeur de sciences économiques, Université Lumière Lyon 2 et membre du GATE-Lyon-Saint-Etienne

**Modérateur : Hervé Kéradec**  
Ministère de l'Éducation nationale

**Présentation :**

Les décisions collectives sont souvent précédées d'une phase d'une délibération collective durant laquelle les individus échangent des arguments en faveur ou en défaveur d'un projet. A titre d'exemples, on peut penser aux débats au sein d'une assemblée représentative avant un vote sur une loi ou projet ou au sein d'un comité de recrutement en préalable à la sélection d'un candidat. Par ailleurs, on constate la multiplication d'initiatives visant à mieux intégrer les citoyens dans le processus de délibération collective : la Convention citoyenne pour le climat en France, les assemblées citoyennes en Irlande, Islande ou Colombie-Britannique.

Dans un contexte de méfiance des citoyens envers les institutions et le personnel politique, la démocratie délibérative apparaît comme une solution miracle à la fois pour rendre les décisions publiques plus conformes aux préférences des citoyens et pour leur redonner une légitimité populaire. Cette session propose d'évaluer le rôle, les forces et les faiblesses d'une délibération collective plus large et inclusive dans le renouvellement des institutions et des pratiques démocratiques.

Quelles sont les pratiques délibératives en France, en Europe et dans le monde ? Quels enseignements peut-on tirer des expériences récentes ? Comment la délibération collective devrait-elle être organisée en vue d'une discussion et décision les plus éclairées possibles ? Comment rendre la délibération plus inclusive ?

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- Le paradoxe du vote

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30  
Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon  
Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Quelles énergies pour les territoires ?

Président : **Maxime Gérardin**

Chef de projet "Transition énergétique", France Stratégie

**Agnès Langevine**

2ème Vice-Président, Climat, Pacte vert et Habitat durable, Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée

**Xavier Piechaczyk**

Président du directoire, RTE (Réseau de Transport d'Electricité)

**Nicolas Richard**

Consultant expert énergie et biodiversité, secrétaire national de FNE, vice-président de la commission économie et finance du CESE

**Pierre Veltz**

Professeur émérite à l'École des Ponts ParisTech

**Présentation :**

Face au défi de devoir répondre aux besoins énergétiques et aux enjeux environnementaux et climatiques, la France s'est fixée, notamment à travers la Stratégie nationale bas-carbone et la Programmation pluriannuelle de l'énergie, de trajectoires ambitieuses de transition énergétique, inscrites dans des engagements européens et internationaux.

Les objectifs stratégiques et opérationnels de ces politiques formulées à l'échelle nationale, de nature quantitatifs (maîtrise des consommations dans différents secteurs, production des différentes filières décarbonée, etc.), et relevant souvent aussi de stratégies industrielles, posent la question du lien avec les concrétisations menées, à l'autre bout du spectre, à l'échelle territoriale :

- de quelle manière les politiques nationales sont-elles réellement déclinées aux échelons territoriaux ?
- l'addition des initiatives locales permet-elle d'envisager des changements de

paradigme à la hauteur de ce qui est globalement attendu ?

- quels équilibres économiques autour de la transition énergétique dans les territoires ?

Réunissant des experts et praticiens de différents horizons territoriaux, la conférence vise notamment à apporter des éclairages sur :

- Entre déclinisme et localisme, la contribution des territoires à la réalisation des stratégies européennes et nationales, et la capacité à en tirer des enseignements clés,

- Le rôle des politiques territoriales de transition énergétique dans l'intégration des différents enjeux, y compris dans les changements en matière d'usage, de mode de vie et de comportement des citoyens et acteurs économiques.

- Les enjeux économiques liés à l'approche globale de la transition énergétique dans les territoires.

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphitheâtre Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

: Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## **Gérer la dette publique post-Covid**

### **Philippe Aghion**

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

### **Jézabel Couppey-Soubeyran**

maîtresse de conférences en sciences économiques, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et conseillère éditoriale au CEPII

### **Valérie Rabault**

Présidente du groupe Socialistes et apparentés à l'Assemblée nationale

### **Xavier Timbeau**

Directeur principal de l'OFCE

### **Modérateur : Jean-Marc Vittori**

Les Echos

#### **Présentation :**

La pandémie a conduit la France à augmenter sa dette publique sensiblement pour protéger les ménages et les entreprises. Comment resorber cette dette? Jusqu'où peut-on compter sur la croissance et faut-il investir dans la croissance quitte à augmenter davantage notre dette dans court terme? Quelles réformes structurelles entreprendre à court et moyen terme? Jusqu'où peut-on se reposer sur la BCE? Faut-il repenser les critères de Maastricht ou leur mise en œuvre?

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- La monétisation de la dépense publique  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles
- La dette des États

#### **Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## **Encadrer l'économie dans l'écologie ?**

### **Mathilde Dupré**

Co-directrice de l'Institut Veblen pour les réformes économiques

### **Etienne Espagne**

Economiste, Agence Française de Développement

### **Gaël Giraud**

Directeur de recherches au CNRS

**Alain Grandjean**

Président de la Fondation Nicolas Hulot

**Jean Pisani-Ferry**

Titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen de Florence

**Modérateur : Mathilde Viennot**

France stratégie

**Présentation :**

L'économie telle qu'elle fonctionne fait exploser le budget carbone (CO2 pouvant encore être émis compte tenu de tout ce qui a déjà été émis), celui qui nous permettrait de rester sous les + 1,5° sera épuisé d'ici 10 à 15 ans. Nous sommes entrés depuis la fin de l'après guerre dans l'ère de l'Anthropocène, une nouvelle ère géologique caractérisée par l'impact de plus en plus déterminant des activités humaines sur les grands équilibres de la biosphère et une pression considérable sur les ressources naturelles. La prise en compte des interactions humains/nature/environnement oblige à repenser les cadres dans lesquels les sciences économiques se sont développées et à intégrer dans les analyses économiques des savoirs pluridisciplinaires issus des sciences du climat, de la biologie, de la chimie, de la géographie, de la physique, de l'épidémiologie... Malgré cette urgence environnementale force est de constater que les économistes n'en font pas un thème central de leurs recherches. Comment l'expliquer ? quels sont les freins à cette prise en compte par les sciences économiques des enjeux de l'Anthropocène ?

Pour préparer cette conférence, Alain Grandjean vous propose sur son blog un article proposant un «Programme d'action climat pour les présidentielles 2022» (<https://alaingrandjean.fr/2021/09/03/programme-action-climat-presidentielles-2022/>).

Vous pouvez également visiter le site «The Other Economy» (<https://theothereconomy.com/fr/modules/economie-ressources-naturelles-et-pollutions/>), une plateforme pédagogique et engagée rassemblant connaissances et propositions sur les interactions entre économie, écologie et société, qu'il vient de lancer avec Marion Cohen.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Lutter contre le délitement des services publics

**Philippe Aghion**

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

**Elie Cohen**

Directeur de recherche CNRS

**Amélie de Montchalin**

Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques

**Thierry Mallet**

PDG du groupe Transdev

**Modérateur : Jean-Paul Chapel**

France 2

**Présentation :**

Longtemps la France a vécu avec l'idée de la singularité et de l'excellence de son modèle de service public. Egalité, Solidarité, Mutabilité, Capillarité territoriale étaient les maîtres mots. Puis vint la crise du Covid et les dysfonctionnements constatés en matière éducative sanitaire et postale. D'où la question le service public aurait-il manqué à sa promesse et dès lors comment refonder le service public aujourd'hui en traitant aussi les échecs durables en matière d'égalité des chances à l'école, d'égal accès en matière sanitaire ou de réactivité en matière postale et de transports.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30  
Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon  
Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3e

## Du global au local

Président : **Isabelle Laudier**  
Responsable de l'Institut CDC pour la Recherche, Caisse des Dépôts  
**Philippe Lambert**  
Directeur Régional Banque des Territoires Auvergne-Rhône-Alpes  
**Nadine Levratto**  
Directrice de recherche au CNRS, EconomiX, CNRS-université Paris-Nanterre  
**Nicolas Portier**  
Délégué général de l'AdCF-Intercommunalités de France  
**Pierre Veltz**  
Professeur émérite à l'École des Ponts ParisTech

### Présentation :

La crise sanitaire depuis 2020, mais plus largement les bouleversements à venir liés au changement climatique, impose de repenser les chaînes de valeur économiques, en mettant en avant la nécessité de réinvestir dans nos territoires. La session « Du global au local » abordera les enjeux de la ville productive, des circuits courts, de la relance verte, et par là de la transition écologique des territoires.

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30  
Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon  
Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus : Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Inégalités et crise sanitaire

Président : **Fabrice Murtin**  
Economiste à l'OCDE, enseigne la politique économique structurelle à Sciences-Po Paris (School of International Affairs)  
**Mathias André**  
Chargé d'études à la division macroéconomiques de l'Insee  
**Conchita D'Ambrosio**  
Professeur à l'Université du Luxembourg  
**Laura Khoury**  
Chercheuse en post-doctorat à la Norwegian School of Economics  
**Andrew Steptoe**  
Professeur de Psychologie et d'Epidémiologie, University College London

### Présentation :

Le COVID-19 a affecté le monde et le bien-être des gens de diverses manières. La crise sanitaire a aussi mis en lumière les fractures socio-économiques qui morcellent nos sociétés, et elle a renforcé ces inégalités en touchant les plus faibles de façon disproportionnée. Dans ce contexte difficile, la séance 'Inégalité et crise sanitaire' propose de faire le point sur les faits empiriques marquants.  
Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

- Trésor-éco n° 279 : « Effets économiques des épidémies », par Marie-Apolline Barbara, Claire Le Gall, Adrien Moutel (Mars 2021)  
Vidéo de présentation : <https://dai.ly/x80wt9i>
  - Trésor-éco n° 264 : « Inégalités de conditions de vie face au confinement », par Marie-Apolline Barbara (Août 2020)  
Vidéo de présentation : <https://dai.ly/x7wwwuz>

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Agriculture durable écosystèmes et sociétés (Conférence ESSCA) (manifestation off)

**Gaël Plumecocq**

Chargé de Recherches en économie au département Sciences pour l'Action et le Développement de l'INRA

**Marjorie Tendero**

Professeure assistante, Essca école de management

**Présentation :**

Pour vous inscrire : [jcoessca@essca.fr](mailto:jcoessca@essca.fr), en précisant le titre de la session.

La production de denrées alimentaires saines, dans le respect des capacités de résilience des écosystèmes est un enjeu social majeur. Mais l'écologisation des pratiques agricoles donne lieu à différentes formes d'agriculture durable. Chacune d'entre elle repose sur des organisations, est régulé par des institutions et est légitimé par des valeurs distinctes. Cette diversité interroge les rapports de coexistence qu'ils entretiennent les uns avec les autres, ainsi qu'avec le modèle d'agriculture dominante. Elle invite à explorer les (co-)évolutions possibles, ainsi que les solutions pour promouvoir la soutenabilité des agricultures : quel rôle doit-on donner à la technologie ? Comment crédibiliser les connaissances alternatives ? Quel régime de propriété est le mieux adapté ? Quels outils politiques privilégier et quelle forme d'accompagnement mettre en oeuvre ? Quels critères d'évaluation des impacts environnementaux privilégier ? Etc. Finalement, chacune des voies de soutenabilité construit des rapports Homme-Nature différents qui engagent des choix de société parfois incompatibles.

Pour vous inscrire : [jcoessca@essca.fr](mailto:jcoessca@essca.fr), en précisant le titre de la session.

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : ESSCA School of Management Amphitheatre 0014, 4, Pont Pasteur, 69007 Lyon

Accès : Tram T2 arrêt Halle Tony Garnier

## Les femmes, premières victimes de la pandémie?

**Élisabeth Moreno**

Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances

**Barbara Petrongolo**

Professor of Economics at the University of Oxford and a Professorial Fellow at Nuffield College

**Isabelle Quainon**

Directrice des ressources humaines adjointe en charge de la gestion des dirigeants, des rémunérations et des avantages sociaux, Veolia

**Emmanuelle Santelli**

Directrice de recherche, CNRS Centre Max-Weber, Université de Lyon

**Clémentine Van Effenterre**

Professeure d'économie à l'Université de Toronto

**Modérateur : Marie Dancer**

La Croix

**Présentation :****Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30  
Lieu : En ligne ,  
Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Rencontre spéciale Jéco étudiants (manifestation off)

Président : **Marie Claire Villeval**

Directrice de Recherche CNRS, GATE

**Camille Ait Youcef**

Maître de conférences en sciences économiques, Université de Nantes

**Liza Charroin**

maître de conférences, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

**Magali Dauvin**

Economiste, OFCE

**Thomas Garcia**

Banque de France

**Marion Mercier**

Chargée de recherche, Université Paris-Dauphine PSL

**Anthony Paris**

Maître de conférences, Université d'Orléans

**Lauren Stagnol**

Analyste pour le département de recherche quantitative, Amundi Asset Management

**Modérateur : Valérie Mignon**

Université Nanterre / Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales

### Présentation :

Évènement réservé aux délégations étudiantes

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du projet Jéco étudiants 2021. Les Jéco étudiants permettent chaque année à des étudiants en économie d'université françaises et francophones d'assister aux conférences des Journées de l'Économie.

Cette année une vingtaine de délégations seront accueillies à Lyon pendant 3 jours. La session « Rencontre spéciale Jéco étudiants » permettra aux étudiants des délégations d'échanger sur les concours, les parcours de recherche, les formations, les débouchés professionnels en économie (...etc.) avec de jeunes économistes exerçant dans différents secteurs (académique, administratif, entreprise...).

### Informations pratiques :

Horaire : Jeudi 04 novembre - 16h00 - 17h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## Politique culturelle : le local prend le pouvoir ?

Président : **Jean-Pierre Claveranne**

Président de la Fondation Bullukian

**Françoise Benhamou**

Professeure émérite à l'université Sorbonne Paris Nord et à Sciences Po Paris,

Présidente du Cercle des Economistes

**Isabelle Bertolotti**

Historienne de l'art. Directrice du musée d'art contemporain de Lyon

**Mathilde Chénin**

Co-responsable de la structure Bermuda

**Jean-Marie Gardette**

Violoniste

**Valérie Sandoz**

Attachée de conservation du patrimoine, Directrice de la Mlis

**Modérateur : Fanny Robin**

Fondation Bullukian

**Présentation :**

Cette conférence est organisée en partenariat avec la fondation Bullukian  
Le local prend le pouvoir. Table ronde sur le renouvellement des politiques culturelles

La pandémie a amplifié et accéléré des mouvements sociétaux. Volonté de vivre mieux en se logeant autrement, volonté de consommer de façon plus modeste et locale dans un souci de respect de l'environnement, ouverture de nouveaux lieux alliant espaces de convivialité, espaces de co-working, offre culturelle, pratiques amateur, accélération de la numérisation : comment la culture a-t-elle vécu ces transformations encore en cours, et comment faire en sorte que la culture bénéficie à tous ? La politique culturelle est-elle aujourd'hui avant tout l'affaire des responsables locaux et des acteurs et établissements implantés sur le territoire ? Est-elle devenue plus participative ? Et si tel est le cas, quelles stratégies déployer et avec quels moyens ?

**Informations pratiques :**

Horaire : Jeudi 04 novembre - 17h30 - 19h00

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Rebatir la souveraineté technologique

**Bruno Bernard**

Président de la Métropole de Lyon

**Elie Cohen**

Directeur de recherche CNRS

**Thierry De la Tour d'Artaise**

PDG du groupe SEB

**Sylvie Goulard**

Second Sous-gouverneur, Banque de France

**Sébastien Jean**

Directeur du CEPPI

**André Loeseckrug-Pietri**

Président de JEDI

**Modérateur : Jean-Christophe Giesbert**

Giesbert & Mandin

**Présentation :**

Nous vivons un temps de transformations profondes. Parfois nous en sommes conscients et contents, comme quand nous utilisons de plus en plus d'outils numériques. Parfois les changements sont lointains, angoissants, c'est le cas du changement climatique notamment ou des nouveaux rapports de force géopolitiques, notamment la rivalité entre la Chine et les Etats-Unis.

Le Covid a révélé les interdépendances globales. Il a mis à nu nos fragilités, il a désorganisé les flux d'échanges globaux. C'est pourquoi nous devons repenser l'économie et nos comportements individuels : d'où viendront les jobs demain ? Faut-il revenir à des « politiques industrielles » nationales, comme on a pu en mener pour reconstruire après la guerre ou développer les pays émergents ? Ou, au contraire, faut-il combiner l'échelon européen et les initiatives nationales, joindre à l'impulsion publique, le dynamisme privé, impliquer les acteurs locaux, les citoyens- consommateurs que nous sommes tous ? Comment rattraper notre retard technologique, mobiliser notre jeunesse et ses talents ? Comment produire plus chez nous sans oublier tout ce que le commerce ouvert nous apporte, à commencer par des produits divers et abordables et des débouchés pour nos propres productions ?

Nous voulons défendre nos valeurs, notre mode de vie européen et être plus que les spectateurs passifs d'un affrontement qui se jouerait entre l'Amérique et l'Asie.

Nous voulons reconstruire après l'épidémie. Et autant que possible, faire mieux. La crise nous donne une chance de repartir sur de meilleures bases.

Tels sont les enjeux qui seront au cœur de nos échanges.

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

- Trésor-éco n° 279 : « Vulnérabilité des approvisionnements français et européens », par Christophe Bonneau, Mounira Nakaa (Décembre 2020)

Vidéo de présentation : [https://youtu.be/2JNU2\\_n323c](https://youtu.be/2JNU2_n323c)

**Informations pratiques :**

Horaires : Jeudi 04 novembre - 18h00 - 20h00

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## Entre décroissance et croissance verte : comment repenser la croissance ? (Idies)

Président : **Daniel Lenoir**

Président de l'Idies

**Denis Clerc**

Conseiller de la rédaction d'Alternatives économiques

**Florence Jany-Catrice**

Professeur d'économie, Université Lille, Clersé-UMR

**Aurore Lalucq**

Députée européenne

**Xavier Timbeau**

Directeur principal de l'OFCE

**Présentation :**

L'obsession de Keynes était d'assurer le plein emploi. Comment peut-on concilier cet objectif avec celui de la préservation de l'habitat planétaire, condition de l'équilibre à long terme de l'économie ? Entre une croissance verte introuvable et une décroissance destructrice d'emploi, comment revenir à l'objectif keynésien du retour au plein emploi en le combinant avec l'investissement dans les communs environnementaux ? Sur quels outils une telle politique économique peut-elle s'appuyer ?

Partageons l'éco a sélectionné pour vous parmi ses billets

- La soutenabilité de la croissance  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles
- La croissance verte

**Informations pratiques :**

Horaires : Vendredi 05 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphi Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

:Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Les enjeux du passeport sanitaire

Président : **Karine Van Der Straeten**

Chercheur TSE, CNRS, Directrice de recherche CNRS

**Jean-François Bonnefon**

Directeur de recherche en psychologie au CNRS, Toulouse School of Economics

**Florence Jusot**

Professeur en sciences économiques, Université de Paris Dauphine

**Présentation :**

Le «pass sanitaire» a été exigé en France depuis l'été dans un certain nombre d'établissements brassant du public, tels que hôpitaux, cinémas, musées, théâtres, restaurants, centres sportifs, etc. Après plusieurs mois d'utilisation en France -- et ailleurs dans le monde -- quelles premières leçons peut-on tirer ?

Où et quand le pass sanitaire a-t-il été utilisé ? Certains pays ont rapidement adopté le

pass alors que d'autres l'ont catégoriquement écarté. Un tour d'horizon des expériences de nos voisins européens permettra d'illustrer la diversité des approches retenues et les débats que la mesure a suscités.

Quelles conséquences économiques et sanitaires en France ? L'objectif affiché du pass est de permettre le maintien d'une activité économique, social et culturelle, tout en limitant les risques de contamination. Que peut-on dire à ce jour des effets économiques et sanitaires du pass ? En particulier, quel impact a-t-il eu sur la couverture vaccinale et les inégalités de santé ?

Quelle acceptabilité politique et éthique ? Ainsi que l'on montré les oppositions au pass sanitaire en France, cette mesure soulève un certain nombre d'interrogations éthiques. Ces interrogations traduisent-elles un dilemme classique entre libertés individuelles et sécurité collective, ou le pass sanitaire présente-t-il des enjeux éthiques spécifiques et inédits ?

L'objectif de cette conférence-débat est de porter un regard interdisciplinaire sur ces questions.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## L'école après la COVID19 ?

**Simon Briole**

Chercheur postdoctoral, École d'Économie de Paris

**Anna Cristina D'addio**

Economiste, Senior Policy Analyst (Thematic Lead) au sein de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, UNESCO

**Romain Delès**

Maitre de conférences en sociologie, Université de Bordeaux

**Fabienne Rosenwald**

Directrice de l'Evaluation, de la Prospective et de la Performance (DEPP), Ministère de l'Éducation nationale

**Modérateur : Marc Pelletier**

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

**Présentation :**

La pandémie de COVID-19 a eu des effets considérables sur l'École. Selon l'UNESCO, les fermetures d'école ont concerné 94% de la population scolarisée mondiale, et près de 99% d'entre elle dans les pays à niveau de revenu intermédiaire ou faible. Exceptionnelle à bien des égards, la crise sanitaire semble avoir agi comme un révélateur, voire un catalyseur, de certaines caractéristiques des systèmes éducatifs, de leurs forces (capacité d'adaptation et d'innovation) comme de leurs fragilités (pesanteur de certaines inégalités).

À partir de divers travaux et enquêtes, nous nous interrogerons sur les impacts de cette crise sur le niveau de formation et d'éducation des élèves, sur les modalités d'accompagnement pédagogique des élèves lors des fermetures et leurs effets puis, dans une démarche prospective, nous envisagerons différents axes de progrès pour l'École de demain.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Relances budgétaires : jusqu'où ?

**Jean-Pierre Landau**

Sciences Po

**Xavier Ragot**

Président de l'OFCE, Directeur de recherches CNRS

**Ludovic Subran**

Chef économiste d'Allianz

**Natacha Valla**

Doyenne de l'École du management et de l'innovation de Sciences Po

**Modérateur : Marc Vignaud**

Le Point

**Présentation :**

Quelle réponse budgétaire face à la crise du Covid-19 ? Partout dans le monde des plans de relances ont été adoptés mais d'ampleur très variable. Les Etats Unis se distinguent avec un nouveau plan massif, le plan Biden pour un montant total de 1900 milliards de dollars, très majoritairement distribués sous forme de fonds et non d'avances ou de prêts, soit près de 9 % du PIB. Ce plan est-il excessif ? Des voix s'élèvent pour souligner le risque de surchauffe de l'économie américaine, d'une accélération trop forte de l'inflation qui obligerait la Fed à durcir sa politique monétaire, au travers notamment d'une hausse des taux d'intérêt, ce qui pèserait sur la reprise économique. En comparaison, le plan de relance européen de 750 milliards d'euros fait pâle figure et est en outre beaucoup plus lent dans sa mise en œuvre. Si les Etats-Unis en feraient possiblement trop, l'Europe a contrario ne risque-t-elle pas de ne pas en faire assez et de ne pas être à la hauteur des enjeux face au risque de déclassement européen vis-à-vis des États-Unis ou de la Chine ? Est-il souhaitable de renforcer et de pérenniser le plan de relance européen ou de trouver d'autres moyens d'action au niveau national ? Quels sont les risques à hiérarchiser au niveau de la zone euro pour déterminer la stratégie la plus appropriée ?

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Le relance économique via les infrastructures
- Les plans de relance

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 09h00 - 10h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## **Logements, bureaux, localisation, exigences environnementales, la quadrature du Cercle ?**

Président : **Alain Trannoy**

Directeur d'Etudes à l'EHESS, Aix-Marseille School of Economics

**Jean Noel Barrot**

Vice président commission des finances, Député des Yvelines

**Jean-Charles Bricongne**

Adjoint au Directeur de l'Économie et de la Coopération Internationale, Banque de France

**Sixte de Malliard**

Directeur Exécutif chez Algoé

**Présentation :**

Aux Jeco 2020, nous avons alerté sur un possible changement d'équilibre sur le marché de l'immobilier. Il se confirme avec du côté des ménages une demande de maisons et donc une demande de dédensification et du côté de la demande de bureaux moins de mètres carrés mais mieux exploités. La Loi Climat et Résilience a introduit comme objectif le Zero Artificialisation Nette qui se traduira par une exigence de densification. Les outils de la politique publique devront être réinventés pour tenter de concilier les évolutions naturelles et les impératifs environnementaux.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 09h00 - 10h30  
Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon  
Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## L'animation de l'écosystème start-up - grandes entreprises

### **Violaine Bellin**

Directrice Développement, Stratégie et Transformation, Banque Populaire Auvergne Rhône Alpes

### **Anthony Benhamou**

Maître de conférences à Sciences Po

### **Simon Bitaudeau**

Start-up manager H7

### **Benoit Ducrest**

Fondateur de Million Victories

### **Carole Eyssautier**

Co-fondatrice de Capsix Robotics

### **Bérengère Ray**

Déléguée au Développement Régional, Groupe La Poste

### **Modérateur : Jean-Marc Vittori**

Les Echos

### **Présentation :**

Les start-ups et les grandes entreprises sont des univers très différents, de l'organisation à la culture en passant par les rythmes d'action. Pour réussir, elles seront pourtant de plus en plus amenées à travailler ensemble. Les grandes entreprises doivent être plus réactives tandis que les petites doivent se déployer à plus grande échelle. L'exemple des premiers vaccins anti-covid, créés par des start-ups puis produits et distribués par de grands groupes, en donne un exemple parmi d'autres. Comment travailler ensemble en tirant le meilleur parti de l'un et de l'autre ? Comment hybrider les fonctionnements et les équipes ? Comment nourrir ces liens entre acteurs très différents dans un écosystème plus large qui comprend aussi de la recherche, de la formation, des financements ?

Cette session très interactive sera lancée par quelques témoins puis élargie à l'ensemble des participants.

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

- Trésor-éco n° 279 : « Capital-risque et développement des start-ups françaises », par Fayçal Hafied, Chakir Rachiq, Guillaume Roulleau (Février 2021)  
Vidéo de présentation : <https://youtu.be/IEOIDcmZ220>  
Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Le financement des start-ups

### **Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Cité de la gastronomie, 4 Grand Cloître du Grand Hôtel-Dieu, 69002 Lyon

Accès :

## Quelle mobilisation collective contre la pauvreté après la crise Covid ?

### **Olivier Artus**

Recteur de l'Université catholique de Lyon

### **Philippe Barret**

Directeur Général, Groupe APICIL

### **Elise Huillery**

Professeure de sciences économiques, Université Paris-Dauphine

**Sylvie Le Minez**

responsable de l'unité des études démographiques et sociales de l'Insee

**Sébastien Thollot**

Secrétaire général de la fédération du Rhône du Secours populaire français

**Modérateur : Jean-Christophe Giesbert**

Giesbert & Mandin

**Présentation :**

Coronavirus et confinements ont exacerbé et rendu plus visibles certaines inégalités et certaines formes de pauvreté. En réponse, des efforts très substantiels de protection sociale ont permis de limiter les conséquences de tels chocs. Pour autant, des réformes envisagées avant la crise, comme celle du projet de revenu universel d'activité, ont été freinées ou n'ont pu être enclenchées. Opérateurs et experts souhaitent un nouveau souffle et des efforts en matière de lutte contre la pauvreté. Quels constats produire sur les impacts de la crise ? Quelles nouvelles dispositions envisager ? Quels sont les jeux d'acteurs à l'œuvre ?

Vous pouvez lire la note de France Stratégie : La lutte contre la pauvreté au temps du coronavirus : constats sur les effets de la crise sur la pauvreté et points de vigilance du comité d'évaluation de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Le taux de pauvreté en France
  - Les effets de la redistribution sur la pauvreté
  - La pauvreté selon le statut d'activité
  - La pauvreté des jeunes

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Banques Centrales et démocratie

**Jean-Pierre Landau**

Sciences Po

**Eric Monnet**

Directeur d'études à l'EHESS et Professeur à l'Ecole d'économie de Paris

**Paul Schreiber**

Supervision of financial institutions, Reclaim Finance

**Natacha Valla**

Doyenne de l'École du management et de l'innovation de Sciences Po

**Modérateur : Béatrice Mathieu**

l'Express

**Présentation :**

A la suite de la crise financière de 2008 puis à nouveau lors de la pandémie de covid-19, le rôle des banques centrales n'a cessé de s'étendre. Quels sont les enjeux économiques et, surtout, démocratiques et politiques de ces nouveaux attributs ? Les objectifs et le mandat des banques centrales doivent-ils être redéfinis alors que ces dernières détiennent une large part de la dette publique, prennent en compte la soutenabilité environnementale et envisagent l'émission de monnaie numérique ?

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Comment le télétravail change l'emploi ?

**Antonin Bergeaud**

Banque de France

**Valérie Decaux**

Directrice Générale Adjointe du Groupe La Poste, Directrice des Ressources Humaines  
Groupe

**Audrey Richard**

Présidente nationale de l'ANDRH

**Susanne Rouzaud**

Directrice de la Transformation de la Direction de l'Immobilier du Groupe Orange

**Jean Viard**

Directeur de recherche CNRS au CEVIPOF

**Modérateur : Béatrice Parrino**

Le Point

**Présentation :**

Le contexte de la crise de la COVID et des confinements s'est accompagné d'une explosion du recours au télétravail, auparavant pratiqué par une petite minorité de travailleurs, généralement des cadres. Ce recours demeurera important après la crise et pourrait concerner entre 20% et 40% des travailleurs, dans toutes les catégories professionnelles. Il pourra différer d'un secteur d'activité à l'autre et même d'une entreprise à l'autre dans le même secteur. Comparé au travail en présentiel, le télétravail peut permettre une meilleure conciliation entre vies personnelle et professionnelle pour le travailleur, et de gains de productivité et de performances pour l'entreprise. Mais ces gains diffèrent d'une entreprise à l'autre, selon les attentes des travailleurs et les caractéristiques de l'entreprise. Ils dépendent de multiples facteurs, dont l'intensité du télétravail mais aussi des pratiques managériales et de leur adaptation à cette nouvelle forme de travail. Il revient ainsi à chaque entreprise de construire son recours spécifique au télétravail, permettant d'optimiser conjointement les gains potentiels pour la satisfaction des travailleurs et les performances de l'entreprise.

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

- Trésor-éco n° 279 : « Que savons-nous aujourd'hui des effets économiques du télétravail ? », par Cyprien Batut, Youri Tabet (Novembre 2020)

Vidéo de présentation : <https://dai.ly/x7y0n7b>

Brief éco a sélectionné pour vous parmi ses articles

- Le télétravail

**Informations pratiques :**

Horaires : Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt

Palais de Justice - Mairie du 3e

## L'urgence d'une nouvelle politique migratoire (Entretiens AFSE)

**Emmanuelle Auriol**

Professeure d'économie à la Toulouse School of Economics

**Jean-Christophe Dumont**

Chef de la Division des migrations internationales de l'OCDE

**François Héran**

Sociologue, démographe, Professeur au Collège de France, chaire "Migrations et sociétés"

**Didier Leschi**

Directeur général de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

**Présentation :**

Depuis la fin des années 1970, la politique migratoire française est construite principalement sur deux piliers : le droit d'asile et le regroupement familial. Inscrits dans la loi, ce sont des droits humains fondamentaux sur lesquels les économistes n'ont pas vocation à se prononcer. En revanche, les autres voies d'immigration qui visent à

répondre à des besoins économiques mériteraient d'être davantage explorées et débattues. De fait l'immigration en France est trop faible et trop peu diversifiée. Cette session des Entretiens de l'AFSE vise donc à aborder les voies d'immigrations liées au travail et à la manière de le développer.

Il s'agit dans un premier temps d'établir des constats utiles au débat public sur les contributions générales de l'immigration à l'économie que ce soit en matière de finances publiques, d'emploi, ou d'innovation. La recherche en économie est vivace sur ce sujet et les comparaisons internationales riches d'enseignement. L'immigration de travail, notamment des plus qualifiés, devrait être encouragée et organisée afin de répondre aux enjeux économiques, sociaux et politiques de notre pays. L'objectif de cette session est donc de débattre et de formuler des propositions de politiques publiques afin d'enclencher un cercle vertueux de l'immigration économique en France.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : En ligne , ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Rencontre auteur avec Pierre Veltz (manifestation off)

**Pierre Veltz**

Professeur émérite à l'École des Ponts ParisTech

**Présentation :**

Pierre Veltz sera à la Bibliothèque de Lyon Part-Dieu pour une rencontre auteur autour de son dernier ouvrage «L'économie désirable».

L'idée centrale du livre est que la bifurcation écologique indispensable pour éviter la catastrophe passe nécessairement par davantage de sobriété, dans les pratiques individuelles, mais aussi dans notre organisation socio-territoriale et surtout dans la définition de nos priorités productives. La question du « quoi produire » est plus importante que celle du « comment produire ». L'enjeu n'est donc pas seulement de «verdir» nos activités existantes, mais d'aller vers une composition sectorielle de l'économie structurellement sobre. Pour cela, le livre préconise de miser en priorité sur les secteurs concourant au développement des capacités humaines : santé, éducation, alimentation, mobilité, loisirs, culture, etc. Au-delà des enjeux techniques de la décarbonation, souvent perçus comme punitifs, pourrait ainsi se construire la perspective d'une « économie désirable », sans laquelle la mutation nécessaire se heurtera à de graves blocages.

A lire sur le blog afse/Téco : Présentation de l'ouvrage « L'économie désirable. Sortir du monde thermo-fossile »

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 11h00 - 12h30

Lieu : Bibliothèque de la Part Dieu, 30 boulevard Vivier Merle, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Part-Dieu Bus C3 arrêt Garibaldi Lafayette Bus 25, 99 arrêt Part-Dieu Auditorium

## Information et désinformation après Trump et le Covid 19

**Christophe Bigot**

Avocat spécialisé dans le droit de la presse et d'internet

**Estelle Cognacq**

Directrice de la rédaction radio de Franceinfo

**Eric Nahon**

Directeur adjoint de l'IPJ Dauphine | PSL (École de journalisme Paris Dauphine)

**Adina Revol**

Porte-parole de la Commission européenne en France

**Modérateur : Emmanuel Cugny**  
France Info ; Président de l'Ajef

**Présentation :**

Rarement l'information crédible n'a été aussi essentielle durant la pandémie de la Covid. Entre les "sachants" et les "gourous", les rumeurs et les vidéos de tous ordres, les citoyens, jeunes ou moins jeunes, ont hésité entre l'adhésion, le scepticisme, la peur, la révolte, ou la fascination pour les réseaux complotistes.

Dans ce contexte inconnu -social, économique, politique- le rôle des journalistes, ces passeurs de faits confirmés, a pris une importance sans précédent. C'est aussi le cas pour les politiques, en ces temps d'élections après les dérives de la présidence Trump. Mais aussi pour les chercheurs, les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Microsoft) les réseaux sociaux.

Pour le meilleur ou pour le pire? La réponse n'est pas simple.

Pour avancer dans la réflexion, la France, la Commission européenne mais aussi les journalistes de terrain et de tous les médias tentent de tirer les leçons -professionnelles et financières- des derniers mois.

Le débat tentera d'y voir plus clair sur la façon d'aider tout un chacun à décrypter les vraies et fausses informations.

Et sur la frontière entre liberté d'expression sur le net et censure légale ou laissée aux plateformes telles Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : En ligne ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## **L'arrivée de la Théorie générale en France (manifestation off)**

Président : **Alexandra Hyard**

Maitresse de conférences en Economie, Université de Lille

**Hélène de Largentaye**

**Ludovic Frobert**

Directeur de recherche au CNRS, Triangle

**Edwin Le Héron**

Professeur de Sciences économiques, Sciences Po Bordeaux

**Ramón Tortajada**

Professeur émérite en sciences économiques, Université de Grenoble

**Présentation :**

La Revue d'histoire de la pensée économique publie dans son numéro 12, celui de cette fin d'année, une étude sur les conditions de la traduction et de la publication de la Théorie générale de Keynes en France. La traduction a donné à un échange épistolaire d'une très grande intensité entre Keynes et son traducteur : il n'y a pas de mot ou de formule qui ne furent pesés, sous-pesés, évalués et vérifiés. Ces lettres conservées par la famille, vont être publiées dans la Revue.

L'enjeu de cet Atelier de de rendre compte de cette traduction, qui fut plus sereine que sa publication, et de faire état de quelques uns des échos de la logique keynésienne en France

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : INSEEC Amphi 3, 24 Rue Salomon Reinach, 69007 Lyon

Accès : Tram T1 arrêt Rue de l'Université

## Les entreprises face à la crise

### **Emeline Baume**

1ère Vice-présidente de la Métropole de Lyon à l'Économie, emploi, commerce, numérique et commande publique

### **Sonia Bellit**

Cheffe de projet, La Fabrique de l'industrie

### **Ludovic Desiles**

Responsable de l'activité du CRGE

### **Emmanuel Squinabol**

Associé, Advance Capital

### **Modérateur : Jean-Pierre Vacher**

Lyon Décideurs

### **Présentation :**

Inédite par sa nature et son ampleur, la crise économique provoquée par la pandémie de Covid-19 a placé l'économie française dans un double choc d'offre et de demande. Avant les premières mesures de confinement, certains secteurs très exposés à la Chine faisaient déjà face au délitement des chaînes d'approvisionnement et à une première baisse de leurs commandes. Mais toutes les entreprises n'ont pas été affectées de la manière ni avec la même intensité par la crise sanitaire. Comment se sont-elles adaptées dans l'urgence à ce nouvel environnement ? Quelles décisions en ont-elles tirées ? Où ont-elles puisé leur capacité de résilience ? Cette session portera un intérêt particulier à la mobilisation des territoires dans la gestion de crise et l'accompagnement des entreprises.

Trésor-éco a sélectionné pour vous parmi ses numéros

- Trésor-éco n° 279 : « L'impact de la pandémie de Covid-19 sur les entreprises françaises », par Benjamin Hadjibeyli, Guillaume Roulleau, Arthur Bauer (Avril 2021)

Vidéo de présentation : <https://youtu.be/bDH1HhBTXU>

### **Informations pratiques :**

Horaire : Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Université Lyon 3 Amphitheâtre Malraux, 16 Rue Professeur Rollet, 69008 Lyon

Accès : Métro : Ligne : D arrêt Sans Souci Tram T4 arrêt Manufacture Montluc Bus

:Ligne : 69 arrêt Manufacture Montluc

## Comment évaluer notre école et dans quel but ?

### **Eric Charbonnier**

Analyste à la division des indicateurs et des analyses, au sein de la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE

### **Béatrice Gille**

Présidente du Conseil d'évaluation de l'École

### **Julien Grenet**

Directeur de recherche au CNRS, Directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques

### **Elise Huillery**

Professeure de sciences économiques, Université Paris-Dauphine

### **Modérateur : Marc Pelletier**

Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

### **Présentation :**

Au-delà des représentations communes de déploration ou de célébration des performances de l'école française, cette table ronde vise à s'interroger sur les apports des évaluations internationales et nationales pour mieux rendre compte des résultats de notre école. Dans quelle mesure les évaluations internationales fournissent-elles des éléments de comparaisons pertinents ? En France, la création du Conseil d'évaluation de l'école offre de nouvelles perspectives pour faire de l'évaluation un levier d'action et d'amélioration. Quelles sont les missions de ce Conseil ? Comment placer l'évaluation au

cœur des politiques éducatives, de leur conception comme de leur mise en œuvre ? Et pour quels impacts ?

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Université Catholique , 10 place des Archives, 69002 Lyon

Accès : Métro A arrêt Perrache Tram T1 T2 arrêt Place des archives

## Planifier une transition equitable ? Entretiens AFEP

**Cédric Durand**

Professeur Associé d'Économie Politique, Université de Genève

**Florence Jany-Catrice**

Professeur d'économie, Université Lille, Clersé-UMR

**Agnès Labrousse**

Professeure des universités à Sciences Po Lyon, Triangle UMR 5206

**Gaël Plumecocq**

Chargé de Recherches en économie au département Sciences pour l'Action et le Développement de l'INRA

**Modérateur : Camille Dorival**

Coopaname

**Présentation :**

Dans cette table ronde sur «Planifier une transition équitable ?» on s'interroge sur le concept même de «transition» et sur les modalités opératoires, au XXI<sup>e</sup> siècle, d'une planification écologique. L'économie de l'environnement dans sa branche mainstream voit dans l'idée de transition la possibilité, simple, d'un grand remplacement, rendu possible par la décarbonation des énergies. Mais cette manière d'envisager la transition est-elle soutenable ? Une pensée plus ancrée dans le capitalisme contemporain nécessite de s'intéresser aux conditions socio-institutionnelles de cette organisation de la transition. On le fera ici sous plusieurs angles : d'abord à partir d'expériences historiques et courants de pensée qui ont interrogé la planification centralisée, on mis en évidence les verrouillages écologiques, ou encore la polycentricité ostromienne. Sera abordée également la possibilité d'une planification « multi niveaux et pluraliste ». Les conditions institutionnelles d'une planification écologique seront également présentées sous l'angle de l'articulation entre individuel et collectif, et des degrés de contraintes et de liberté à laquelle elle conduit.

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : Bourse du Travail, 205 place Guichard, 69003 Lyon

Accès : Métro B arrêt Place Guichard Bus C4 – C14 arrêt Saxe–Préfecture Tram T1 arrêt Palais de Justice - Mairie du 3<sup>e</sup>

## A-t-on vraiment besoin d'un euro numerique ?

**Président : Marc-Olivier Strauss-Kahn**

Chargé de cours, ESCP, ESSEC, Sciences Po

**Nathalie Aufauvre**

Directrice générale de la Stabilité financière et des Opérations, Banque de France

**Ulrich Bindseil**

Directeur général, Infrastructure de marché et paiements, Banque Centrale Européenne

**Isabelle Delorme**

Directrice générale adjointe, ESES (Euroclear Belgique, France & Pays Bas)

**Philippe Thevoz**

Membre du Comité OCDE d'Experts de la BlockChain ; Vice-Président eGouvernement, SICPA

**Présentation :**

Les débats techniques sur la “Monnaie Numérique de Banque Centrale” (MNBC) se multiplient mais passent trop souvent au-dessus de la tête des citoyens. La monnaie est pourtant un bien public fondé sur la confiance. Alors que flambe le Bitcoin et que mi-2021 la BCE lance officiellement le projet d’un euro numérique, il faut de la pédagogie : l’euro numérique : c’est quoi, pourquoi, comment, quand ...? Autrement dit, en a-t-on vraiment besoin et quels sont les avantages et les risques? Le Panel inclura : deux banquiers centraux (BCE et BDF) se répartissant les opérations de détail/gros et domestiques/internationales ; la fondatrice australienne du Global Blockchain Policy Center et un membre suisse du Comité d’experts de l’OCDE sur la portée et les limites de la technologie et du partenariat public-privé.”

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 14h00 - 15h30

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Palmarès Citéco Vidéo challenge

**Présentation :**

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 15h30 - 16h00

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet

## Penser l'économie post pandémie

**Philippe Aghion**

Professeur au Collège de France, Chaire «Institutions, Innovation, et Croissance»

**Tito Boeri**

Professeur de Sciences Economiques

**Laurence Boone**

Chef économiste et Chef du Département des affaires économiques de l’OCDE

**Mathias Dewatripont**

Professeur d'économie à l'Université Libre de Bruxelles

**Dominique Méda**

Professeure de sociologie, Université Paris-Dauphine et Présidente de l'Institut Veblen

**Modérateur : Pascal Le Merrer**

Ecole Normale Supérieure de Lyon

**Présentation :**

La pandémie a bouleversé nos habitudes et en même temps révèle des défaillances dans notre système économique. Certaines activités sont devenues obsolètes tandis que de nouvelles opportunités sont apparues. Nous avons découvert les mérites des télé-conférences, des téléconsultations médicales, et du télé travail. Mais la crise a également révélé les faiblesses de notre appareil industriel et de notre écosystème d'innovation. Comment repenser l'après-Covid? Comment réconcilier l'impératif industriel et d'innovation avec l'aspiration a une croissance plus verte et plus inclusive?

**Informations pratiques :**

Horaire :Vendredi 05 novembre - 16h00 - 18h00

Lieu : En ligne, ,

Accès : Conférence disponible sur notre site Internet